

CONCOURS
WASH

POUR LES MÉDIAS 2007-2008
RECUEIL

L'ÊTRE
HUMAIN AU
CENTRE

À TRAVERS LE
JOURNALISME



Photo page d'en face: le Concours WASH pour les Médias 2007-2008 a été présenté à la Semaine mondiale de l'Eau de Stockholm, de gauche à droite: M. Anders Berntell, SIWI; Mme Winfred Onyimbo, Trans World Radio, Kenya; M. Robert Lamb, Président du jury; Mme Salome Gregory, Mwananchi Communications Limited, Tanzanie; M. Jon Lane, WSSCC; Mme Cátia Toffoletto, CBN - Radio São Paulo, Brésil; et Mme Claudine Efoa Atohoun, Office de Radiodiffusion et de Télévision, Bénin.

© Organisation mondiale de la Santé (hébergeant le Secrétariat du Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement) 2009

Photographies : ©David Boucherie ■ ©Salome Gregory ■ ©Arif Budiman ■ ©Coopération Suisse au Développement (DDC) ■ © PNUE ■ ©SIWI

Conception graphique : Maro Haas, Le Pré St Gervais - France

Traduction : Caroline Moscato, Marseille - France

Imprimé par Sro Kundig - Suisse, sur du papier recyclé à 60% certifié FSC



Ce recueil et autres publications du WSSCC sont également disponibles sur www.wsscc.org.



LE CONCOURS WASH POUR LES MÉDIAS

Créé par le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC), le Concours WASH pour les Médias est une initiative qui cherche à accroître, à travers la couverture médiatique, la sensibilisation du public sur les questions WASH (Eau-Assainissement-Hygiène). Le concours est ouvert aux journalistes des pays en voie de développement qui publient des articles ou diffusent des programmes d'investigation originaux concernant les questions WASH. Présenté pour la première fois à Dakar, au Sénégal, en 2004, la deuxième édition 2007-2008 a été organisée conjointement par le WSSCC et l'Institut International de l'Eau de Stockholm (SIWI). Cette deuxième édition s'inscrit pleinement dans le cadre de l'Année internationale de l'assainissement 2008, et vise également à stimuler l'intérêt et l'action pour les 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ayant toujours pas accès à un assainissement et une hygiène adéquats.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
Message du Président	4
« La maladie en bouteille », Winfred Onyimbo, Kenya	5
« Same, où les enfants manquent les classes pour chercher de l'eau », Salome Gregory, Tanzanie	7
« L'eau, São Paulo condamné par le gaspillage », Cátia Toffoletto, Brésil	9
« Dassa la commune des 41 collines », Claudine Efoa Atohoun, Bénin	13
« Crainte du choléra pendant que la crise de l'eau perdure à Bulawayo », Yamikani Mwando, Zimbabwe	16
« La grande épreuve du péril fécal », Dieudonné Soubeaga, Burkina Faso	18
« La lourde charge de la protection de l'eau », Arif Budiman, Indonésie	21
« Ganvié, une cité qui se meurt », Euloge Aidasso, Bénin	25
« Les égouts de Lima prennent l'eau », Julia Fabiola Torres López, Pérou	28
Participants au Concours WASH pour les Médias 2007-2008	31
Membres du jury	32

AVANT-PROPOS

« Le journalisme ne pourra jamais se taire : c'est sa plus grande vertu et son plus grand défaut. Il doit s'exprimer et s'exprimer immédiatement tant que l'émerveillement, les cris de triomphe et les signes d'horreur sont toujours palpables », a dit l'ancien rédacteur en chef du magazine *Time*, Henry Anatole Grunwald.

Les mots de Grunwald sonnent toujours vrai. Et, puisque notre époque d'Internet permet à quiconque de dire ou montrer n'importe quoi à n'importe qui à tout moment, le journalisme d'investigation est plus que jamais nécessaire. Cela vaut particulièrement pour les questions telles que l'assainissement, l'hygiène et l'approvisionnement en eau qui affectent des milliards de personnes chaque jour mais qui ne figurent pas traditionnellement à l'ordre du jour quotidien des médias. Les journalistes désirant écrire des articles ou diffuser des programmes sur les aspects sociaux, environnementaux et de développement en matière d'eau et d'assainissement, ne sont pas toujours entendus au sein de salles de rédaction où la politique, le sport et le divertissement sont prioritaires. Pour les journalistes dans les pays en voie de développement, la situation est particulièrement difficile.

Pour les aider dans leurs efforts, le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) et l'Institut International de l'Eau de Stockholm (SIWI) ont coparrainé le Concours WASH pour les Médias 2007-2008. Le concours vise à encourager et récompenser l'excellence dans le journalisme d'investigation sur

les sujets extrêmement importants de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH).

Aujourd'hui, 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à des installations sanitaires adéquates et environ 900 millions n'ont pas accès à une eau saine et potable. Ces chiffres crèvent les yeux mais nous rendent aveugles au fait que ce sont des êtres humains avec des vies, des espoirs, des désirs et des rêves réels, dont celui de pouvoir offrir une meilleure qualité de vie à leurs enfants. Le manque de systèmes d'assainissement et d'hygiène adéquats est la cause principale ou sous-jacente de près de la moitié des 10 millions de décès d'enfants chaque année. Ce qui est mis en jeu, et illustré avec tant de véhémence par les journalistes du concours WASH, n'est rien de moins que la santé et la dignité des êtres humains, la qualité de leurs vies et de leur environnement et leur bien-être économique.

Ce recueil rassemble les textes des lauréats du Concours WASH pour les Médias de cette année. Ces reportages d'investigation originaux ont été publiés ou diffusés entre le 1er juillet 2007 et le 30 avril 2008. Ces travaux de journalisme remarquables réunissent des arguments irréfutables, factuels et déchirants concernant la nécessité d'un accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour tous. Nous espérons que vous les apprécieriez.

Nous invitons également plus de journalistes à participer au Concours WASH pour les Médias 2009-2010. Afin d'exprimer votre intérêt visitez le site www.wssc.org.



Jon Lane
Directeur exécutif
Conseil de Concertation pour
l'Approvisionnement en Eau et
l'Assainissement



Anders Berntell
Directeur exécutif
Institut International
de l'Eau de Stockholm

DE LA PART DU PRÉSIDENT

Le Concours WASH pour les Médias vise à accroître la sensibilisation aux questions de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène à travers le journalisme d'investigation presse écrite ou audiovisuel dans les pays en voie de développement. La sensibilisation du public à travers les médias ouvre la voie à la mobilisation de la communauté mondiale et stimule davantage les décideurs à s'engager au nom des 2.5 milliards de personnes qui n'ont toujours pas accès à des installations sanitaires adéquates et les 900 millions qui n'ont pas accès à une eau saine et potable.

Cela a été un grand honneur pour moi d'être Président du jury de l'édition 2007-2008 du concours. Les 140 œuvres de presse écrite, télévision, radio et Web présentées au concours ont rayonné de passion, d'engagement et d'excellence journalistique. En tout, des journalistes de 40 pays en Afrique, Amérique latine, Moyen-Orient, Asie centrale, Asie du sud et Asie du sud-est y ont participé. Un grand nombre de ces travaux concernent les questions d'assainissement et d'hygiène, ce qui est approprié puisque l'année 2008 a été déclarée l'Année internationale de l'assainissement.

Je voudrais féliciter chacun des lauréats et des participants au concours. Cette publication recueille les meilleures œuvres présentées cette année. Le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) et l'Institut

International de l'Eau de Stockholm (SIVI) doivent également être félicités pour le développement et la mise en œuvre de cette initiative.

Mes collègues du jury ont inclus huit journalistes distingués de pays anglophones, francophones et hispanophones travaillant dans différents types de médias. Ils, comme moi-même, peuvent certifier à l'éventail impressionnant des reportages sur les conséquences humaines, économiques, politiques et environnementales en l'absence de toilettes, de savons ou de robinets nécessaires à l'hygiène.

En conclusion, je voudrais également rendre hommage à tous les journalistes, dans les pays en voie de développement et les pays développés, qui écrivent des articles ou diffusent des programmes sur des sujets traitant de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Ces journalistes, aussi bien que leurs éditeurs, producteurs et organismes de médias, donnent la parole et permettent les débats aux populations qui restent trop souvent murées dans le silence.



Robert Lamb

Président du jury du Concours WASH pour les Médias

M. Lamb, de One Planet Pictures, est un réalisateur de documentaires télévision et de films ayant produit des programmes pour la BBC tels que Earth Report et Nature Inc. Il a également présidé le jury lors de la première édition du Concours WASH pour les Médias en 2004.

« LA MALADIE EN BOUTEILLE »

par Mme Winfred Onyimbo, date de diffusion 7 août 2007,
Trans World Radio, Kenya

Bruit d'un véhicule.

Winfred : Nous approchons Kibera à Nairobi, l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, avec près d'un million d'habitants. A droite de Kibera se situe la maison somptueuse de l'ancien Président kényan Daniel Arap Moi et le club de golf le Royal Nairobi, dont les pelouses abondantes reçoivent une grande quantité d'eau propre et peu chère, une chimère pour les résidents de Kibera.

Claquements de porte - le moteur s'éteint.

Bruit de pas...

Winfred : Maintenant nous devons laisser le véhicule et finir le chemin à pied - c'est la seule façon d'y accéder car les ruelles menant à Kibera sont étroites et glissantes. Il y a beaucoup de problèmes ici liés à la pauvreté mais l'un des pires fléaux est l'approvisionnement en eau. Ici, le salaire moyen est inférieur à un dollar par jour et il faudrait en dépenser presque la moitié pour l'approvisionnement d'un jour en eau. Ce ne serait pas si grave si l'eau était de qualité raisonnable, mais cette eau est terreuse, trouble et puante.

Actualité.

Winfred : Nous essayons d'arriver à l'un des fournisseurs. Je vois que les canalisations viennent de très loin, qu'elles cheminent dans la boue, des égouts, et que des sachets en plastique encombrent l'orifice. Que cela vous fait-il de vendre de l'eau sale à vos clients?

Mohammed : Personne ne s'est plaint. Lorsque l'eau arrive, certes il y a de la saleté mais nous ne la vendons pas immédiatement, nous laissons le robinet ouvert afin que l'eau puisse couler pendant quelque temps jusqu'à ce qu'elle devienne propre. Nous essayons vraiment de maintenir l'étanchéité des canalisations pour éviter les fuites d'eau.

Winfred : Beaucoup de résidents de Kibera comptent sur des fournisseurs illégaux d'eau comme Mohammed. Les fournisseurs siphonnent l'eau du réseau de canalisations de la Société d'Eau de Nairobi et la relient à leurs propres

canalisations ! Ils font cela afin de gagner un peu d'argent pour vivre, inconscients du risque énorme que cela représente pour la santé de leurs clients.

Bruits dans la maison de Naomi.

Winfred : Une riveraine, Naomi, lave la vaisselle tout en surveillant son fils de neuf mois. Où achetez-vous votre eau ? Est-ce un fournisseur officiel ou un fournisseur illégal ?

Naomi : Ce n'est pas un fournisseur officiel, parce que cette femme [la vendant] n'a pas de compteur, donc je suis sûre que ce n'est pas quelque chose d'officiel.

Winnie : Elizabeth est une fournisseuse officielle avec un compteur d'eau et un permis de la Société d'Eau de Nairobi. Elle désapprouve.

Elizabeth : Maintenant nous sommes en concurrence avec des personnes qui ne payent pas ou qui n'assument aucun frais, et cela a été un grand défi. Se pose également la question du vol - les gens viennent et volent les canalisations, nous sommes donc obligés d'avoir des canalisations en plastique plutôt qu'en métal. Quand nous nous réveillons le matin nous constatons que les canalisations en plastique ont éclaté et nous devons donc les remplacer, ce qui coûte assez cher sans compter que l'eau devient également contaminée.

Winfred : Ces canalisations d'eau en plastique du bidonville, de qualité inférieure, traversent des ouvertures d'égout et se fissurent, les excréments humains sont aspirés à travers ces orifices. Ce qui a pour conséquence de rendre vulnérables aux nombreuses maladies hydriques les résidents de Kibera. Dr. Marjorie Waweru est le médecin-chef à la clinique de la Fondation pour la recherche médicale en Afrique à Kibera.

Dr. Waweru : Nous avons principalement des patients qui se présentent avec des infections gastro-intestinales, ils peuvent souffrir de vers, d'infections bactériennes comme la typhoïde, de démangeaisons, de la gale et parfois d'infections bactériennes secondaires.

Winfred : Quels types de solutions recommanderiez-vous en matière de stérilisation de l'eau ?

Dr. Waweru : Chaque famille devrait prendre conscience qu'avant toute chose l'eau doit être bouillie, et qu'ensuite elles peuvent également utiliser des agents de stérilisation comme le Sûr'Eau, qu'elles devront acheter – je ne suis pas sûre qu'elles aient les moyens pour l'acheter. Elles doivent également savoir comment s'en servir; quelle dose de produit utiliser en fonction de la quantité d'eau. Une éducation importante doit être menée. Ainsi l'utilisation de messages radio serait appropriée, et si possible des comprimés devraient être distribués gratuitement ou à coût minimal aux populations de Kibera.

Bruits dans la maison de Naomi et de l'eau.

Winfred : Naomi affirme avoir besoin de 200 litres d'eau par jour, ce qui lui coûte quotidiennement un quart de dollar. N'ayant en ressource qu'un dollar par jour, cette famille de six personnes doit limiter sa consommation pour éviter de dépenser la totalité de ses ressources pour l'eau !

Naomi : Parfois nous la faisons bouillir mais le plus souvent nous l'utilisons telle quelle car sinon, vous savez, il faut acheter le charbon, et lorsque vous utilisez des moyens électriques, cela consomme beaucoup d'énergie.

Winfred : Par rapport à d'autres factures qu'est ce qui vous coûte le plus cher ?



Naomi : L'eau. Nous consommons beaucoup d'eau et si elle est très chère, cela ne vaut pas le coup. Si nous n'en avons pas assez, certains d'entre nous comme les garçons sont obligés de ne pas se laver, seules les femmes se lavent et nous consommons peu.

Winfred : Lorsque j'ai parlé avec la Société d'Eau de Nairobi, ils ont dit que la constitution de groupes de consommateurs d'eau est en cours dans les colonies informelles au sein desquelles les résidents paieront 12 centimes le litre d'eau afin de couper l'herbe sous les pieds des fournisseurs illégaux. Mais dans les zones de chômage en masse, une distribution fiable d'eau propre ne sera pas forcément une bonne nouvelle pour les vendeurs d'eau officiels comme Elizabeth qui devront maintenir des prix plus élevés pour survivre.

Elizabeth : En ce moment, il y a tant de familles dépendantes de l'eau comme seule source de revenu, que s'ils devaient mettre en œuvre ce système, et donc supprimer ces personnes, un moyen d'existence entier disparaîtrait.

Winfred : En attendant, Naomi et son petit garçon continuent de consommer l'eau sale et chère de Kibera, où ils sont confrontés à un choix difficile : dépenser de l'argent en carburant pour la faire bouillir, ou prendre le risque d'attraper une maladie hydrique dangereuse. Pensez-vous que votre vie serait améliorée si le gouvernement fournissait de l'eau aux résidents de Kibera ?

Naomi : Tenez, je vous donne un exemple. Ma mère est tombée malade. Elle souffrait de la typhoïde et une semaine plus tard mon frère est tombé malade et quand il a été examiné on a trouvé qu'il souffrait de l'amibe. Je suis sûre que si le gouvernement faisait quelque chose nous n'aurions pas ce genre de maladie.

Fermeture en fondu : bruit de l'eau.

L'auteur, **Mme Winfred Onyimbo** de Trans World Radio, Kenya, a remporté le premier prix dans la catégorie langue anglaise du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

« SAME, OÙ LES ENFANTS MANQUENT LES CLASSES POUR CHERCHER DE L'EAU »

par Mme Salome Gregory, date de publication 19 février 2008,
The Citizen Newspaper, Tanzanie

S'il y a une chose qui affecte considérablement les populations ici, c'est la crise de l'eau. Same est confronté à une grave pénurie d'eau depuis maintenant 18 ans suite au dessèchement des rivières provoqué par l'augmentation de la population, le surpâturage, l'abattage des arbres et le brûlage des forêts.

La pénurie est si grave que certains parents ne voient aucun problème à empêcher leurs enfants d'aller en classe pour qu'ils aillent chercher de l'eau pour la famille. Vu la distance pour se rendre au cours d'eau le plus proche, il est impossible qu'un enfant puisse d'abord aller chercher de l'eau et ensuite aller à l'école, ou vice versa.

Un aller retour à la rivière leur demande plus de six heures. Ils marchent entre 16 et 18 kilomètres jusqu'à la source d'eau la plus proche. Les enfants ne vont pas à l'école lorsqu'il n'y a pas assez d'eau chez eux, être en retard dans leurs études devient le meilleur choix car leurs familles dépendent d'eux pour apporter de l'eau à la maison.

C'est une simple question de priorité. Soit aller à l'école et revenir à une maison sans eau ou sacrifier une journée de présence à l'école et avoir quelque chose à manger ce jour-là. Les plus concernés par de telles circonstances sont les enfants vivant avec des grands-parents, et ceux de familles pastorales. Sadick Ramadhani, 44, un pasteur dans le village de Minyala affirme que le problème de l'eau a changé leurs styles de vie.

Ramadhani est obligé de quitter sa famille de temps en temps à la recherche de pâturages pour son bétail. Lorsqu'il part, son fils, Ismail, 13 ans, qui est en sixième, doit aller chercher de l'eau pour aider sa mère. Cela veut dire qu'Ismail doit manquer les classes chaque fois qu'il n'y a pas assez d'eau à la maison. « J'aimerais que mon fils puisse aller en classe tous les jours comme on le lui demande, mais le problème c'est qu'il doit aider sa mère à

chercher de l'eau », dit Ramadhani. Ramadhani dit que le gouvernement doit trouver des solutions pour résoudre le problème de l'eau à Same car autrement leurs enfants auront toujours du retard dans leurs études.

C'est pourquoi Jessica John, une mère de trois enfants dans le village d'Ishinde fait tout ce qu'elle peut pour éviter que ses enfants s'absentent de l'école afin de l'aider à chercher de l'eau. Lorsque j'ai rencontré Jessica fin janvier, elle revenait de la rivière. Jessica portait son bébé d'un an sur son dos tout en poussant une bicyclette avec trois bidons de 20 litres. Elle a dû parcourir 18 kilomètres entre la rivière et sa maison. Jessica n'a personne à qui laisser son nourrisson; elle fait l'aller-retour tout en la portant. Elle dit qu'elle préfère souffrir de cette façon pour que ses deux filles puissent obtenir une éducation. Après tout, elles sont trop jeunes pour monter sur une bicyclette.

La fille ainée de Jessica, Jasinthia, a six ans et est en CE 2, alors que Christina âgée de quatre ans est en maternelle. « Même si elles étaient plus grandes, elles n'iraient pas chercher de l'eau pendant les heures d'école. Leur éducation est plus importante », dit Jessica. Elle dit qu'elle a surtout des difficultés lorsque le bébé tombe malade, parce qu'elle doit rester à la maison et prendre soin de lui.

Hormis chercher de l'eau, il y a des jours où les enfants ne vont pas en classe car ils doivent rester à la maison pour laver leurs uniformes scolaires. Cela se fait habituellement le mercredi car les étudiants doivent être propres le jeudi, jour de l'inspection de propreté à l'école. La plupart ont porté le même uniforme tout au long de la semaine. Laver un uniforme chaque jour est un luxe que la plupart des familles ne peuvent pas se permettre. Une fois de plus, en raison de la distance au cours d'eau, il est impossible d'aller à l'école et parvenir à laver les uniformes après l'école. Et ils n'osent surtout pas se présenter à l'assemblée le jeudi portant un uniforme sale. Le professeur en service leur donnerait une bonne série de coups comme punition.

Theodetha Omari, 18 ans, une étudiante en terminale à l'école secondaire de Kifaru, dit qu'elle préfère ne pas aller en cours le mercredi plutôt que d'aller à l'école en portant un uniforme sale. Ce

n'est pas l'inspection de propreté qu'elle craint. « Je ne me sens jamais à l'aise dans un uniforme sale », dit-elle. Le jour où elle reste à la maison pour laver son uniforme est également le jour pendant lequel elle va chercher l'eau pour la famille. Elle prend une bicyclette pour aller chercher de l'eau à la rivière, qui se trouve à 16 kilomètres de sa maison. En raison de la distance, elle ne peut se permettre d'aller à la rivière que deux fois par jour. Omary dit que bien que les professeurs à l'école soient conscients du problème de l'eau, ils ne font pas l'effort d'excuser les étudiants qui ne vont pas en classe en raison de la crise de l'eau. « Nous serions heureux s'ils pouvaient nous aider à compenser pour le temps perdu », dit-elle.

Pour éviter de manquer l'école en raison de la crise de l'eau, quelques étudiants emportent des gallons à l'école et vont chercher l'eau sur le chemin du retour. Mais cela signifie qu'ils rentrent à la maison après la tombée de la nuit. C'est le cas des étudiants de l'école secondaire de Vumari du quartier de Njoro. Le soir après l'école, la plupart d'entre eux se dirigent vers la rivière portant leurs bidons dans une main et leurs livres dans l'autre.

Quelques écoles exigent que les étudiants apportent de l'eau pour usage à l'école. Puisque l'eau est un produit rare, les étudiants qui portent l'eau à l'école la gardent comme un bien précieux. C'est en raison du vol de l'eau qu'Oritha Lazaro, 14 ans, étudiante en sixième à l'école primaire d'Ishinde, s'absente de l'école pendant trois jours lors de ses règles mensuelles. Avant, elle emportait deux gallons de trois litres d'eau pendant ses règles, un selon les exigences de l'école et l'autre pour son usage personnel, jusqu'à ce que ses camarades de classe se mettent à lui voler son eau. Oritha cachait son eau pour usage personnel dans un endroit près des toilettes de l'école et s'en servait pour se nettoyer chaque fois qu'elle utilisait les toilettes. Elle avait l'habitude de faire cela parce qu'il n'y avait pas toujours de l'eau aux toilettes. Certains étudiants ont découvert l'endroit où elle cachait son eau et la lui volaient en laissant



le bidon vide. C'est ce qui a incité Oritha à rester à la maison pendant ses règles, pour des raisons d'hygiène.

Novembre dernier a été un bon mois pour les quartiers de Vuje, Bombo, Mtii et Ndungu car ils ont reçu l'aide de la société de téléphone portable Tigo et le parlementaire de Same est, Anna Kilango, qui leur ont donné des puits. Selon l'information obtenue du département d'eau propre de Same, la zone a besoin de SH 550M pour améliorer son approvisionnement en eau. La zone survit actuellement avec seulement 49% de ses besoins en eau. C'est ce que l'autorité de l'eau est capable de fournir.

Sur la liste d'approvisionnement de l'autorité de l'eau figurent deux pompes et un tableau pour deux puits d'eau, une pompe pour un puits d'eau long à Mahuu et une distribution d'eau et d'électricité. L'autorité doit également construire des réservoirs d'eau pour préserver l'eau à Kavambugu et Majevu, des canalisations en plastique de six pouces pour la reconstruction des zones d'aménagement principales en provenance du bâtiment des pompes, et des canalisations en plastique de quatre pouces pour le transport d'eau entre le bâtiment des pompes et le réservoir de Majevu. Le Commissaire de la zone de Same, Ibrahimu Marwa, dit qu'un projet d'eau de SH 30 milliards devrait améliorer les problèmes d'eau à Same.

Le projet est en phase d'étude de faisabilité et sera lancé en totalité dès que le gouvernement dégagera des fonds de l'exercice budgétaire. Il devrait être réalisé avant 2010. En attendant les fonds du gouvernement, des initiatives locales ont été mises en œuvre par la zone pour faire face à la situation.

« Nous menons des campagnes de plantation d'arbres et avons planté 100.000 arbres dans la ville de Same l'année dernière en 2007. Nous impliquons également dans cette campagne les organisations non gouvernementales et les autorités religieuses qui éduquent les populations en matière de préservation de l'environnement » dit Marwa.

Vu l'ampleur du problème, certains pensent qu'il faut plus d'un projet pour mettre fin à la crise de l'eau dans la zone. La pénurie d'eau est si grave que certains estiment que cinq grands projets ainsi qu'une vingtaine de petits projets sont nécessaires pour redresser la situation.

L'auteur, **Mme Salome Gregory** de Mwananchi Communications Limited, Tanzanie, est une journaliste de presse écrite, ayant remporté le premier prix dans la catégorie genre du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

« L'EAU : SÃO PAULO CONDAMNÉ PAR LE GASPILLAGE »

par Mme Cátia Toffoletto, dates de diffusion 17-21 mars 2008,
CBN - Radio São Paulo, Brésil

Chapitre 1

Cátia : Environ 30% de l'approvisionnement en eau dans la zone métropolitaine de São Paulo sont gaspillés. Nous utilisons beaucoup plus que nécessaire en raison de la négligence de la population et des fuites dans le réseau de distribution d'eau.

On n'a pas besoin d'aller bien loin pour rencontrer des personnes nettoyant leurs trottoirs à l'aide du tuyau au lieu d'un balai pour le balayer.

En interrogeant certaines d'entre elles dans les rues, on entend facilement de bonnes excuses en rapport avec l'usage des tuyaux.

Cátia : Excusez-moi, est-ce que vous lavez le trottoir ?

Interviewé 1 : Oui en effet.

Cátia : Où sont le seau et le balai ?

Interviewé 1 : Il est difficile de le laver de cette façon. Si j'utilise le seau et le balai ce ne sera pas bien fait, et mon patron me demandera de le nettoyer à nouveau.

Cátia : Certaines personnes sont paresseuses, alors que d'autres croient vraiment qu'elles font des économies d'eau en utilisant le tuyau. Et que faites vous du seau ?

Interviewé 2 : Il est seulement employé pour nettoyer le couloir.

Cátia : Est-ce que j'ai bien compris. Vous utilisez le tuyau pour repousser la saleté ?

Interviewé 2 : Non, en fait j'utilise le tuyau pour repousser la poussière.

Cátia : Ah ! La poussière Mais vous ne trouvez pas que c'est un gaspillage d'eau ?

Interviewé 2 : Pas du tout. Si je le faisais autrement, à l'aide du seau et du balai, je suis certain que cela gaspillerait beaucoup plus d'eau.

Cátia : Donc, en repoussant la poussière avec le tuyau vous croyez faire plus d'économies d'eau ?

Interviewé 2 : Oui, j'en suis sûr.

Cátia : Trois milliards et demie de litres d'eau sont produits quotidiennement à São Paulo, considérée la ville la plus riche du pays. Environ 30% de cette eau, ou environ un milliard de litres, s'écoulent dans les caniveaux. L'utilisation d'un seau rempli d'eau et d'un balai économiserait environ 300 litres d'eau par opération.

L'absence de sensibilisation de l'ensemble des habitants est l'une des raisons du gaspillage de l'eau. Cesar Pegoraro de l'Institut socio-environnemental en explique les raisons.

Cesar : Certains quartiers parmi les plus nobles et plus peuplés comme celui de Higienópolis ou de Morumbi consomment environ 500 litres d'eau par personne par jour, alors que dans d'autres quartiers de banlieue la consommation n'est que de 100 litres par personne et par jour. La moyenne globale de la ville est d'environ 221 litres par personne par jour à São Paulo tandis que, selon les données des Nations Unies, une consommation de 110 litres par personne serait suffisante pour la boisson, le maintien de l'hygiène personnelle et la préparation des repas.

Cátia : D'autres facteurs contribuent au gaspillage d'eau, parmi lesquels les compteurs d'eau résidentiels cassés, et les fuites dans les canalisations.

Interviewé 3 : Cela fait longtemps, plus d'un mois, qu'une équipe de plombiers est venue examiner la fuite dans la canalisation, ils ont coupé et remplacé une section qui n'était pas la bonne. Lorsqu'ils ont compris qu'ils n'avaient pas remplacé la section défaillante et admis que la fuite provenait effectivement d'ailleurs, ils ont promis de revenir le jour suivant, mais ils ne sont jamais revenus.

Cátia : Paulo Massato est le Directeur général de SABESP, dont la responsabilité est de contrôler et maintenir le service de distribution d'eau pour 370

des 645 municipalités dans la région. Il explique que certaines parties de l'infrastructure des canalisations sont trop anciennes et que 90% des problèmes sont dus à la vétusté des raccordements de canalisations.

Paulo : Environ 600.000 fuites doivent être réparées par an, dues en majorité à l'ancienneté des canalisations, certaines ayant 90 ans. C'est trop vieux. Au lieu de remplacer simplement toutes les canalisations anciennes, de nouvelles canalisations sont parfois posées à la place. Bien sûr, le problème ne concerne pas que le vieux système de canalisations; les embouteillages intenses des rues nous obligent à être très vigilants lorsque nous envisageons de remplacer jusqu'à 35.000 kilomètres de canalisations.

Cátia : La crise silencieuse de l'eau a atteint les couches aquifères souterraines, détruisant l'environnement et laissant un sombre scénario.

Chapitre 2

Cátia : Antônia Farias da Silva vit depuis 10 ans près du barrage de Guarapiranga, dans la partie sud de São Paulo, dans une petite maison de ville dont quelques briques nécessitent une réparation. Lorsque sa maison a été construite, les routes ont été asphaltées et un système d'égout a été ajouté. Antonia Maria de Jesus Rodrigues, une voisine, vit dans une maison de quatre pièces depuis l'âge de sept ans et dit qu'à l'époque tout était recouvert de boue et qu'il y avait également un cours d'eau avec un grand espace vert tout autour.

Antonia : J'avais une petite maison en bois, en fait la plupart d'entre elles étaient, à l'époque, construites en bois. Quelques années plus tard l'urbanisation est arrivée, le système d'égout a été recouvert et ici, la vie s'est améliorée.

Cátia : Environ 2 millions de citoyens vivent dans des zones dépendant des couches aquifères, y compris Antônia et Maria, dont les maisons sont également situées près de la rivière Tanquinho, avec ses eaux sombres et polluées par les déchets ménagers. Le contraste avec de l'eau claire traitée et devenue potable est frappant.

Cesar Pegoraro dit aussi qu'il serait extrêmement utile si les gens savaient d'où leur eau provenait. Cela leur permettrait de connaître le processus de traitement et de distribution des eaux, lequel leur fournit de l'eau saine à la maison. Cela les sensibilisera également sur la nécessité de préserver ces zones afin d'éviter la répétition d'erreurs commises au début de l'urbanisation de São Paulo, période pendant laquelle beaucoup de couches aquifères ont été épuisées au nom du progrès. Il y a à peine 60 à 70 ans il était possible de boire l'eau de la rivière de Tietê directement à la source, ainsi que l'eau des rivières de Tamanduatei et d'Ipiranga.

La rivière de Guarapiranga et d'autres sources d'eau comme celles de Billings et Cantareira permettent 70% de l'approvisionnement en eau à São Paulo. L'appropriation illégale de ces zones est à l'origine de la pollution et de la dégradation de l'environnement. Les écoulements de la rivière ont diminué de moitié.

Paulo : Seulement 52% des couches aquifères demeurent, et elles sont censées approvisionner tout São Paulo. Nous comptons sur l'eau de pluie pour ramener à nouveau les niveaux d'eau à leur état d'origine.

José Carlos Mierzwa, professeur, université d'USP : Les autorités ont pris connaissance des données de recherches et de la nécessité, dans un proche avenir, d'obtenir l'eau d'autres sources que celles que nous avons aujourd'hui. Et selon les études, plus de 25 millions de litres d'eau par seconde seront nécessaires jusqu'en 2025 à São Paulo.

Cátia : La prise de conscience est devenue la priorité actuelle afin d'éviter une sur extraction supplémentaire à partir des couches aquifères.

Chapitre 3

Cátia : Comment la population pourrait-elle contribuer d'une manière positive, sachant qu'aujourd'hui 30% de l'eau potable quotidienne est gaspillée ? Que pensez-vous de l'utilisation de l'eau virtuelle, nommée ainsi car elle représente l'eau employée pour produire 1 kilogramme de viande ou de riz par exemple, ou pour fabriquer les jeans que nous portons ? Le calcul de l'utilisation virtuelle de l'eau à São Paulo afin de déterminer notre véritable consommation d'eau en litres dans le pays est plus difficile. Il faut connaître exactement le volume d'eau employé pour un but ou un produit spécifique.

Les problèmes de la pénurie d'eau sont évidents et le gaspillage peut avoir de lourdes conséquences. Pour ces raisons, quelques précautions de base contre le gaspillage, comme par exemple fermer le robinet lorsqu'on se brosse les dents, qu'on se rase ou quand on fait la vaisselle, et ainsi de suite, sont d'une importance extrême. Jusqu'à 12 litres d'eau par minute peuvent s'écouler d'un robinet.

Isis Biaso, une assistante commerciale, et sa famille se servent de ces « eaux usées ». Elle dit que dans sa maison, l'eau chaude est fournie par un système de chauffage solaire. L'eau prenant tant de temps à chauffer, ils gardent l'eau chaude sortie du robinet dans des seaux et la réutilisent pour des tâches domestiques telles que faire la vaisselle, laver le linge, etc.

La douche électrique utilise 46% de la consommation globale d'eau dans une maison, et une douche durant 15 minutes consomme 135 litres d'eau ; le lavage d'une voiture au tuyau pendant 30 minutes consomme 560 litres d'eau.

Cátia : Quelles sont les dimensions de cette piscine ?

Interviewé 4 : Je ne suis pas sûre, environ six mètres par quatre mètres. Elle est petite, mais suffisamment grande pour se rafraîchir.

Cátia : Savez-vous la quantité d'eau nécessaire au remplissage ?

Interviewé 4 : Je n'y ai jamais réfléchi. Je suis désolée mais je n'en ai aucune idée.

Cátia : Habitant l'un des quartiers les plus riches de la ville, elle ne peut pas imaginer que 4.000 litres d'eau sont nécessaires pour remplir sa piscine, et que ce type de perte compte parmi les péchés capitaux définis par le conseiller Paulo Cesar Costa. Ils sont :

- ▶ Avarice - investir dans des programmes pour le rationnement de la consommation d'eau
- ▶ Fierté - essayer d'être aussi humble que possible, économiser l'eau et arrêter la douche lorsqu'on se lave les cheveux
- ▶ Paresse - utiliser le balai au lieu du tuyau pour nettoyer le trottoir
- ▶ Convoyiste - utiliser la machine à laver uniquement à pleine capacité
- ▶ Glotonnerie - consommer uniquement l'eau nécessaire
- ▶ Colère - ne provoquez pas l'outrance de vos voisins

Le bon sens et la technologie sont de bons alliés pour une consommation raisonnable de l'eau. Trente pourcents de l'eau dans la zone métropolitaine de São Paulo sont gaspillés, information que vous avez déjà apprise ici à la CBN lundi. Sans des solutions faisant participer la population et le gouvernement, les problèmes tendent à se développer pour la population qui vit autour de la région de São Paulo, tandis que de nouvelles technologies sont disponibles pour l'usage intelligent de l'eau.

Chapitre 4

Cátia : L'un des plus grands défis que nous devons relever dans nos efforts pour éviter la perte d'eau est de relier la technologie au bon sens. De nos jours les consommateurs peuvent déjà profiter de produits écologiquement corrects disponibles sur le marché. Par exemple, les restricteurs de débits surveillent les fuites, ils ne coûtent pas très cher et sont faciles à installer. Il suffit simplement de remplacer celui qui est livré avec votre robinet et en installer un neuf. Ils s'adaptent parfaitement et la vis a les mêmes dimensions. La différence et l'avantage dont vous profitez sont que le débit d'eau est contrôlé, et qu'ainsi vous consommez l'eau de manière intelligente.

Les restricteurs de débit peuvent être installés sur les douches, les robinets d'utilisation générale, les

mélangeurs de toilette et à l'intérieur du réservoir de chasse. Ces articles sont très peu coûteux et ont une longue durée de vie.

Le spécialiste du rationnement des approvisionnements en eau, Paulo Cesar Costa, nous rappelle que pour les populations pauvres, ayant peu de moyens pour accéder à cette technologie, la solution serait que le gouvernement fournisse les restricteurs.

Le coût est également un facteur à considérer dans la minimisation des pertes d'eau. Dans le secteur résidentiel privé, l'eau est facturée à 12 réais (R\$12) par mois pour 10 mille litres d'eau, alors que les commerçants et industriels payent 25 réais (R\$25) pour le même volume d'eau.

La recherche de solutions alternatives supplémentaires est en cours. Un consultant allemand, Jack Sickerman, apporte une technologie qui collecte l'eau de pluie et la passe par un filtre. Après avoir été filtrée, l'eau passe dans un réservoir lui aussi équipé d'un filtre, produisant une eau suffisamment propre pour alimenter les piscines et laver le linge, mais qui reste non potable.

Une autre technologie développée par l'entrepreneur Lito Rodrigues est le nettoyage de voitures sans eau. Dans ce processus, on emploie un produit qui diminue le frottement entre le tissu et la peinture de voiture, donnant un éclat propre.

Rodrigues : Avant on ne se préoccupait pas de la préservation des ressources naturelles. De nos jours c'est devenu une nécessité. Nous ne réalisions pas que la consommation de 350 litres d'eau pour laver une voiture était une question importante. La chaîne de lavage de voitures au Brésil lave environ 70.000 voitures mensuellement. Si cette technologie était adoptée, une économie mensuelle d'environ 22 millions de litres d'eau pourrait être réalisée. Cela suffirait aux besoins en eau de 44.000 familles par jour.

Cátia : SABESP, la compagnie responsable du traitement et de la distribution de l'eau dans l'Etat de São Paulo, prévoit d'investir six milliards de réais jusqu'en 2010 dans le système d'eau et égout, y compris l'extension des réservoirs, du système de collection des égouts et du développement opérationnel. Le directeur métropolitain de la société, Paulo Massato explique.

Paulo : Nous avons un programme de relance et de gestion. Dans ce programme nous allons réhabiliter les parties du système où les canalisations sont clairement anciennes, où la circulation est plus lourde et où l'incidence de fuite est élevée. C'est un processus qui nécessite une mise en œuvre par phases, car il est impossible d'envisager une solution où nous pourrions ouvrir 35.000 kilomètres de rues et d'avenues et changer les canalisations.

Cátia : De plus, pendant l'été une campagne de sensibilisation à l'usage raisonnable de l'eau est mise en œuvre avec distribution de manuels, de feuillets et de publicité dans les médias généraux, bien que la campagne devrait, idéalement, continuer sans interruption. Dans un environnement où les lois punitives pour ceux qui gaspillent l'eau sont presque inexistantes, une bonne solution est d'investir dans la sensibilisation des enfants et des adolescents. Des lois et des programmes de sensibilisation pour la jeunesse et pour une meilleure prise de conscience et consommation de cette ressource naturelle devraient être développés.

Paulo : Il y a beaucoup de personnes qui ne se posent jamais la question. Ils se demandent si l'eau va vraiment s'épuiser un jour. Il est difficile d'y croire.

Chapitre 5

Cátia : Juliana a 13 ans et Amanda, Karen, Bruno, Patricia et Letícia ont 14 ans. Ce sont des étudiants de l'école publique de Pogo Bonn, située dans la zone nord de la capitale. Ils ont déjà participé à un projet éducatif au sujet de la bonne utilisation de l'eau, qui a été adopté dans leurs classes d'école il y a environ cinq ans. Menée par le professeur de sciences Fatima Solange de Laboretti, l'école a réduit sa facture d'eau - un accomplissement célébré par de nombreuses personnes.

Ils partagent leurs expériences :

Juliana : Notre facture d'eau mensuelle était d'environ 30 réais mais maintenant elle est à 20 seulement.

Amanda : Pour nous à la maison, la facture était d'environ 70 réais par mois et maintenant nous ne payons qu'environ 40 réais par mois.

Patricia : Notre facture à la maison est restée au même niveau malgré l'augmentation des prix et des impôts.

Letícia : Chez moi, notre facture a baissé de 70 réais à 60 réais.



Cátia : Dans l'apprentissage nous pouvons également inclure des aspects ludiques. Le plus grand parc d'attraction de l'Amérique latine, le Hopi-Hari, consomme 180 millions de litres d'eau. La moitié de cette eau est récupérée, et le processus de réutilisation d'eau est enseigné aux enfants lorsqu'ils visitent le laboratoire éducatif du parc. Le directeur technique du laboratoire, Heitor Garófallo, souligne que le parc n'est pas un substitut de salle de classe, mais enseigne plutôt dans un environnement informel, offrant aux enfants une information concentrée sur l'importance d'une utilisation intelligente de l'eau. Ainsi lorsque ces enfants vont au parc et voient toute cette eau, ils comprennent d'où elle vient et comment elle a été traitée. Ils quittent le parc avec cette vision et cette prise de conscience, qu'ils transmettent aux membres de leurs familles. Il y a peu de lois conçues pour empêcher la perte de l'eau. Elles sont orientées vers les sources et plus récemment dans São Paulo, vers les bâtiments municipaux. Les bâtiments doivent remplacer leurs circuits hydrauliques par des équipements qui réduisent la consommation d'eau. Nous avons déjà mentionné ici que le meilleur outil pour augmenter la sensibilisation à la perte d'eau est l'éducation des populations à ce sujet. Les enfants et les adolescents en ont pris conscience : Fernanda, 12 ans, a appris la leçon.

Fernanda : En CM 2, j'ai fait des études sur l'eau. Mon professeur nous a dit que nous ne devrions pas gaspiller l'eau, parce que beaucoup de personnes en ont besoin. Maintenant que je suis en sixième, j'ai vu une image très triste d'un enfant qui ne peut pas se doucher et qui n'a pas d'eau potable non plus. Donc il boit l'eau d'une flaue. Si nous gaspillons, gaspillons, gaspillons trop d'eau, d'autres personnes dans le besoin n'auront pas la chance d'en avoir.

Cátia : Le professeur, Fatima, qui travaille avec les enfants et les adolescents de l'école de Pogo Bonn, est très fière de ses étudiants et d'elle-même. Elle dit : « Cela vaut la peine de planter des graines, parce qu'elles germeront, à coup sûr ».

Moins de 30 jours suivant la diffusion de cette série sur la radio CBN, le projet pour une utilisation raisonnable de l'eau, désigné pour vote à l'Assemblée de São Paulo depuis 2003, a été finalement approuvé et envoyé pour signature au gouverneur José Serra.

L'auteur, **Mme Cátia Toffoletto** de CBN – Radio São Paulo, Brésil, a remporté le premier prix dans la catégorie langue espagnole du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

«DASSA, LA COMMUNE DES 41 COLLINES»

par Mme Claudine Efoa Atohoun, dates de diffusion 9 et 23 septembre 2007,
Office de Radiodiffusion et de Télévision, Bénin

Musique traditionnelle de la commune de Dassa.

Matthias Tossou, maire de la commune de Dassa :
Vous êtes dans la commune de Dassa Zoumé, qui est une commune de 1711 kilomètres carrés de surface, qui compte à peu près 93 000 personnes et qui est remembrée en 10 arrondissements.

Claudine : Commune au centre du Bénin, à 203 kilomètres de Cotonou, Dassa doit aujourd’hui sa célébrité à Marie, la Mère de Jésus. Affectueusement surnommée Notre-Dame d’Arigbo du nom du 1er roi des Idaatcha, Olou Afin Arigbogbo, Marie trône majestueusement sur les collines à l’entrée de la ville de Dassa, le centre urbain de la commune. Grâce à elle, des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes se rendent à Dassa tous les ans au mois d’août. C’est le grand pèlerinage marial, considéré comme une retraite spirituelle par bon nombre de pèlerins.

Chant à Marie entonné par un prêtre: pèlerinage août 2007.

Claudine : Mais pour les populations de Dassa et environs, c'est une foire, une grande fête. Cette ambiance festive vient calmer, le temps du pèlerinage et de la saison pluvieuse, la souffrance des populations de Dassa. Cette souffrance, c'est la pénurie d'eau potable. Les pompes à main publiques et les installations de la Société nationale des Eaux du Bénin, SONEB, sont insuffisantes pour satisfaire les besoins des populations de la ville.

Bruit de l'eau qui coule et maniement de la pompe à main.

Claudine : Vous venez ici pour puiser de l'eau, comment est-ce que ça marche?

Jeune homme à la fontaine : On manie la pompe: lorsqu'il y a assez d'eau - c'est facile, mais lorsqu'il n'y en a pas assez, c'est très difficile, surtout en saison sèche, et là les enfants n'y arrivent pas.

Maniement de la pompe à main.

M. Tchebe, instituteur à la retraite : La SBEE d'alors qui gérait les deux entités, SONEB et la

SBEE d'aujourd'hui, avait foré des puits. Il y avait une adduction d'eau dans les années 1976-1978, et c'est écrit que c'est exploitable pour 15 ans, eu égard à la démographie d'alors. Mais aujourd'hui, ça fait près d'une trentaine d'années, et rien n'a été fait pour améliorer, le puits a été ensablé. Il y a eu des solutions palliatives entre temps, car la zone est devenue urbaine et on ne pouvait pas faire de forages de puits, puis il y a eu des dérogations et des puits ont été forés, mais en nombre insuffisant.

Claudine : Qui réglera le problème de l'eau à Dassa? Les populations elles-mêmes? Les autorités communales? L'Etat central? L'eau est source de vie, c'est primordial.

Le responsable de la Société Nationale des Eaux du Bénin, SONEB, à Dassa, Raphaël Sacca, reconnaît ces souffrances, mais il y a du mieux, dit-il.

M. Sacca : Cela ne fait pas très longtemps que le nouveau forage a été raccordé à ceux qui existaient, et depuis 2005 on n'a pas tellement de problèmes car on arrive à faire une bonne distribution. De plus la SONEB pense renforcer les infrastructures existantes et dans quelque temps il y aura des entreprises qui viendront faire des travaux de raccordement de certains forages. Donc la SONEB ne reste pas les bras croisés face à ces installations qui n'étaient prévues que pour 15 ans, bien au contraire.

Claudine : L'autre difficulté relevée par les populations, c'est la méthode d'adduction d'eau, optée par la SONEB pour la ville de Dassa. Au coin des rues sont placés en groupes des robinets munis de compteurs et protégés par des caissons en métal, bien cadenassés. Des informations recueillies auprès des populations révèlent que ces infrastructures de la SONEB appartiennent à des abonnés situés loin des abords des rues.

Musique traditionnelle de la commune de Dassa.

M. Sacca : Ces robinets sont ce que nous appelons des bornes-fontaines. Elles servent aux personnes qui n'ont pas la possibilité d'avoir le compteur d'eau chez elles en raison de leur faible pouvoir d'achat. Mais elles ont quand même besoin de l'eau potable,

et donc il y a certains lieux avec des bornes-fontaines, la consommation de l'eau de ces bornes étant aussi payante.

Claudine : En période de pluie, les habitants renoncent à toutes ces tracasseries. La majorité préfère se fier à dame nature. Généreuse, elle fournit de l'eau gratuitement à la population sur une période de six mois, tous les ans. Madame Symphorose Bacho Bassaley nous reçoit dans sa cour, un soir d'août 2007, dans la ferveur d'avant pèlerinage marial, au quartier Ayédéro, à l'est de la ville. C'est avec l'eau de pluie qu'elle prépare le dîner de la famille.

Mme Bacho Bassaley : C'est l'eau de pluie que nous avons recueillie dans la citerne, c'est de la bonne eau parce qu'elle provient du ciel. Pour nous l'eau de pluie est en elle-même une bonne eau. Mais quand l'eau n'est pas propre, nous y ajoutons un peu d'alun.

Claudine : L'eau du ciel pour bon nombre d'Idaasha a un goût meilleur que celle de la SONEB. Une idée que partage l'infirmier d'Etat et contrôleur d'action sanitaire, Hippolyte Guedou. L'équipe de Droit de Cité l'a rencontré à l'hôpital de zone de Dassa, au centre de la ville.

M. Guedou : L'eau de pluie n'est pas potable car elle traverse d'abord l'atmosphère, de plus les récipients dans lesquels elle est recueillie sont souvent sales. Pourtant la population recueille cette eau pour la boisson, le goût est plus confortable.

Musique traditionnelle de la commune de Dassa.

M. Guedou : L'eau de pompe a trop de calcaire et n'a pas un goût agréable. Si vous laissez cette eau un certain temps dans un récipient il va se former un dépôt, comme de la craie friable, et l'eau a parfois une couleur blanchâtre. Il est vrai que nous avons du calcaire dans le sang, mais s'il y en a trop, cela crée des dommages aux reins car bouche les tubes urinifères, donc vous n'arrivez plus à uriner correctement et vos urines diminuent et il y a des douleurs.

Claudine : Est-ce que ce sont des préjugés? Avez-vous eu des cas qui ont permis de déterminer que l'eau est impropre à la consommation?

M. Guedou : Ce ne sont pas des préjugés, nous avons eu des cas de personnes qui se sont plaintes de douleurs en voulant uriner, et lors des investigations pour déterminer s'il s'agit de maladies sexuellement transmissibles, j'ai vu qu'il n'avait pas eu de contact sexuel. Donc je les ai mises sous traitement et je leur ai dit de laisser de côté l'eau de pompe et de boire beaucoup d'eau simple,

qui ne vient pas de la pompe. Cela a donné de bons résultats.

Claudine : Le chef d'agence de la SONEB à Dassa, lui, rassure la population. Pour Raphaël Sacca, l'eau du robinet est sans danger.

M. Sacca : J'entends des gens parler de l'eau de Dassa, alors je leur explique qu'il n'y a pas de crainte à avoir et qu'il faut consommer l'eau de Dassa, car elle est contrôlée, et s'il le faut, améliorée.

Claudine : A-t-il convaincu? Toujours est-il que les populations continuent de boire l'eau de pluie et le plus pressant serait de les aider à purifier cette eau. Les agents de santé y veillent lorsqu'ils en ont l'occasion.

Sœur Ruffiné : Nous expliquons aux personnes que nous recevons en consultation comment il faut traiter l'eau avec l'eau de javel. Trois gouttes de javel dans le litre, multiplié par le nombre de litres. Donc il s'agit d'éducation et de communication pour la santé. L'année dernière j'ai proposé cette méthode à d'autres communautés, qui l'ont refusée, pour eux, il faut faire bouillir l'eau. Dans tous les cas, la meilleure eau est celle des forages, l'eau des profondeurs est une eau naturelle.

Claudine : Dès leur installation, les autorités communales ont recueilli les besoins des populations, pour l'élaboration du plan communal du développement. La résolution du problème de l'eau vient en tête des priorités. Le maire Mathias Tossou s'en souvient.

M. Tossou : La fourniture d'eau potable a été le premier point et les populations disaient même que si nous les aidions dans le domaine de l'eau nous n'aurions pas besoin de faire autre chose.

Claudine : En 2003 affirme le maire, le conseil communal a sollicité et obtenu du gouvernement d'alors le forage de quelques points d'eau pour dit-il, soulager les peines des populations. Jusqu'aujourd'hui c'est vraiment leur priorité.

M. Tossou : Cela a commencé dans les mois de juin - juillet 2003, aujourd'hui nous avons près de 25 forages dans Dassa centre, et cela ne suffit pas. Mais l'étau a été suffisamment desserré car entre temps, pendant la saison sèche, il y a des gens qui abandonnent leur activité et s'adonnent à la vente d'eau trois mois par année. Le bidon se vend à 500 francs CFA et vous ne savez pas quelle eau on vous amène. Aujourd'hui ce commerce n'existe plus, car à la pompe cela coûte 15 francs CFA, donc quelque chose a été fait dans ce sens là.

Musique traditionnelle de la commune de Dassa.

M. Tossou : Nous ne nous sommes pas arrêtés à cela. Nous avons contacté les partenaires, comme la KFW, qui était déjà en train d'y songer, car il y a un socle cristallin et l'eau est sous la pierre, et il y a des techniques pour détecter les endroits où la plaque est fissurée, donc l'eau peut remonter. Ainsi, si vous faites le forage au bon endroit, l'eau peut durer des années. Autrement, il y a des forages qui tarissent.

Claudine : Conséquence, les besoins des populations sont loin d'être satisfaits. Les plus à plaindre dans ce combat pour l'eau potable sont les écoliers. Rosemonde Avlessi, 18 ans environ, exprime sa douleur et celle des enfants de sa génération vivant aujourd'hui dans le centre urbain de la commune de Dassa.

Mme Avlessi : Des fois tu as cours à 7h et tu sors à 19h et après ta maman te dit va au puits, et il faut marcher au moins un kilomètre pour trouver de l'eau. Une fois arrivés il faut se mettre dans la file et attendre même si les gens devant ont 10 bidons alors que toi tu n'as que de petites bassines. C'est très difficile d'aller en cours à 7h alors si tu connais quelqu'un qui a des bidons tu peux lui emprunter et après tu rembourses. Le week-end tu n'arrives pas à aller au thé car durant toute la semaine tu as déjà perdu du temps pour puiser de l'eau et des fois on a des maux de tête, maux de reins. Si l'Etat pouvait nous aider à avoir des forages dans le quartier ça nous ferait vraiment plaisir.

Claudine : Le calvaire se vit surtout en période de sécheresse. Une saison qui court de la deuxième quinzaine d'octobre à la mi-avril, soit six mois sur les douze que compte l'année. Le maire dit en avoir conscience et promet de nouvelles infrastructures en matière d'eau potable d'ici 2008, avec l'aide de la KFW, une agence allemande de financement des plans de développement, installée au Bénin.



M. Tossou : Il faut chercher une solution plus durable, la KFW a monté un projet de près de 2 milliards de francs CFA pour renforcer le nombre de forages actuellement en place et sélectionner ceux qui ont le plus grand débit. Nous avons des forages à 2m cubes l'heure, à 8m cubes l'heure, parfois à 12m cubes l'heure et plus. Ces forages à grand débit existent à la sortie de la ville, il faut donc injecter cette eau dans le réseau SONEB urbain, l'entreprise qui va faire cette connexion a déjà été retenue. Cela veut dire que d'ici l'année prochaine cet appui de la KFW sera réel. Mais nous nous sommes aussi adressés au chef d'Etat, qui a effectué une tournée sur le site sucrier de Savez, où il y a une retenue d'eau dont la capacité pourrait servir correctement à entretenir l'usine de production sucrière et à donner de l'eau en quantité suffisante toute l'année depuis Savez jusqu'à Dassa. Donc, le chef d'Etat entend mettre très vite ce projet en œuvre, et il a déjà des promesses de soutien de plus de 10 000 francs CFA.

Claudine : D'après ce que vous venez d'expliquer, il y a des choses qui sont accomplies, or les populations ne sont pas au courant. Alors est-ce qu'il ne faudrait pas organiser des séances pour relayer l'information?

M. Tossou : Nous avons les quartiers, mais le fonctionnement n'est pas encore parfait parce que la culture de décentralisation n'est pas encore là. Nous avons fait des descentes dans les quartiers par l'entremise des chefs de quartier et d'arrondissement, nous avons fait des débats à la radio, mais c'est encore insuffisant. A tout moment les gens peuvent venir se renseigner à la mairie. Le développement de notre commune ne doit pas être ralenti pour quelque raison que ce soit.

Claudine : Pourvu que les promesses soient tenues, pour le bien-être des administrés avec lesquels la mairie doit composer pour un réel décollage de la commune. L'eau, c'est la vie. Et une localité sans vie est sans développement.

L'auteur, **Mme Claudine Efoa Atohoun** de l'Office de Radiodiffusion et de Télévision du Bénin, a remporté le premier prix dans la catégorie langue française du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

«CRAINTE DU CHOLÉRA PENDANT QUE LA CRISE DE L'EAU PERDURE À BULAWAYO»

par M. Yamikani Mwando, date de publication 19 septembre 2007,
l'Institut pour le Reportage de Guerre et de Paix, Zimbabwe

Le conseil municipal de Bulawayo a annoncé cette semaine une éclosion de diarrhée parmi des craintes croissantes d'une épidémie de choléra, mais le gouvernement à Harare reste insensible aux appels pour que la pénurie d'eau soit déclarée comme crise nationale.

Les fonctionnaires à Bulawayo, deuxième ville du Zimbabwe, affirment que seulement lorsque le gouvernement déclarera formellement les problèmes d'eau comme crise, des ressources seront injectées pour éviter ce que beaucoup ici considèrent déjà comme catastrophe humanitaire majeure.

Un porte-parole du conseil municipal cette semaine a dit dans un journal quotidien contrôlé par l'État qu'un certain nombre de personnes avaient maintenant contracté le choléra, la maladie hydrique mortelle qui prolifère dans les zones dont l'accès à l'eau propre est inadéquat.

Cette révélation, ainsi que les rapports que des centaines de personnes ont été traitées pour la diarrhée, ne sont pas surprenants étant donné que le manque de réseau de distribution d'eau oblige de nombreux habitants de cette ville de plus de deux millions à utiliser de l'eau non traitée.

En raison de coupures d'électricité persistantes, les populations ne peuvent pas faire bouillir l'eau potentiellement nuisible qu'ils collectent aux forages et à d'autres sources extérieures.

Avec quelques banlieues indiquant des pannes d'eau durant sept jours consécutifs, les latrines domestiques sont quasiment à l'arrêt, et les populations se soulagent dans des zones où les arbres et buissons servent de latrines ouvertes, tandis que les agents de santé émettent des avertissements sur les risques de maladie.

«Je me réveille à environ cinq heures du matin, heure à laquelle de nombreuses personnes sont toujours au lit et je me dirige vers la brousse» dit le riverain Hilary Ndlovu, 27, expliquant comment il prend une pelle et creuse une latrine de fortune.

«Il devient de plus en plus difficile de faire les tournées dans ces zones à cause des excréments» dit un garde forestier municipal.

Pathisa Nyathi, un porte-parole pour le conseil municipal de Bulawayo, dit qu'il n'y avait aucune raison pour que les populations se comportent ainsi. «Nous avons rendu publics les horaires de coupures d'eau pour que les populations puissent prévoir des réserves d'eau» dit-il.

Cependant, les résidents se plaignent de ne pouvoir stocker suffisamment d'eau pour les sept jours estimés de la coupure.

Il n'y a aucun signe que la pénurie d'eau sera soulagée dans un proche avenir.

Le Ministre de l'Information Sikhanyiso Ndlovu a récemment dit aux médias d'Etat que le gouvernement avait une obligation d'intervenir et de répondre à la crise de l'eau. «Les populations de Matebeleland ne doivent pas avoir l'impression d'être punies par le gouvernement» dit-il.

Cependant, le gouvernement explique que l'aide ne viendra pas jusqu'à ce que les dirigeants de Bulawayo acceptent que l'administration nationale de l'eau du Zimbabwe, ZINWA, prenne le contrôle du réseau de distribution d'eau de la ville.

Munacho Mutezo, le ministre du Zimbabwe de l'eau et de l'infrastructure, a indiqué récemment que le gouvernement n'interviendrait pas, et a cité la résistance de l'administration de la ville à une prise de contrôle par ZINWA.

Maire Japhet Ndabeni-Ncube, qui appartient au Mouvement d'opposition pour le Changement Démocratique, MDC, dit que «ils [gouvernement] veulent la mort de Bulawayo».

Le conseil municipal de Bulawayo est dirigé par le MDC, qui craint que le gouvernement veuille le remplacer par une commission désignée. Il y a un précédent pour cela - en avril 2003, le conseil élu dans la capitale Harare, mené par le maire exécutif Elias Mudzuri du MDC, a été écarté et une commission a été installée, dirigeant toujours la ville.

Bulawayo est confronté à de graves problèmes depuis que le réservoir principal fournissant son eau est quasiment vide suite aux faibles pluies de l'année dernière.

Un projet ambitieux pour apporter l'eau à Matebeleland de la rivière Zambezi à 450 kilomètres

au nord n'a pas décollé depuis l'indépendance en 1980, et certains soupçonnent que l'inaction est due à une résistance officielle d'apport d'aide à cette région, considérée comme bastion de l'opposition au Président Robert Mugabe.

Quelques conseillers municipaux de Bulawayo disent que les problèmes actuels de la ville en matière d'eau sont dus à la réticence du gouvernement pour soutenir le projet Zambezi.

« Tous les ans, le conseil municipal discute du problème, et tous les ans le gouvernement nous frustré » dit un conseiller préférant garder l'anonymat.

En attendant, pendant que la guerre des mots entre le conseil de Bulawayo et l'Etat central s'éternise, les risques pour la santé sont susceptibles de croître car les populations continuent de boire et de se laver dans l'eau des sources polluées.



L'auteur, **M. Yamikani Mwando**, Zimbabwe, est un journaliste indépendant de presse écrite ayant remporté le deuxième prix dans la catégorie langue anglaise du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

«LA GRANDE ÉPREUVE DU PÉRIL FÉCAL»

par M. Dieudonné Soubeaga, dates de publication 5 - 19 décembre 2007,
Le Libérateur, Burkina Faso

De nombreux Burkinabés des villes et des villages défèquent toujours dans la nature. Leurs fèces polluent le cadre de vie, suent les eaux de surface et causent de nombreuses maladies. Le péril fécal au Burkina Faso pose l'épineux problème du droit au bien-être des populations pauvres dans un système d'assainissement encore embryonnaire. Zoom sur l'état des lieux de l'assainissement dans la patrie des hommes intègres sous le prisme du péril fécal.

Jeudi 15 novembre 2007. Commune rurale de Dassa, dans la province du Sanguié. Sous un soleil clément, Suzanne Kansolé, conseillère municipale, se détache du groupe des femmes et s'avance vers un microphone. Face à un auditoire bigarré, elle lâche dans un calme olympien. Je n'ai pas de latrine familiale. Je continue de déféquer dans la brousse. Ce témoignage à visage découvert laisse pantois des journalistes. Une élue locale dit haut et fort une réalité de nombreuses personnes.

Taux de couverture en toilettes : 1,56%.

Le recours à la brousse comme lieu d'aisance de la veuve Kansolé illustre la situation de l'assainissement et de l'hygiène de nombreux ménages burkinabés. Pris au pied de la commune rurale de Dassa, l'assainissement de façon générale et les toilettes de façon spécifique restent préoccupants. Le taux de couverture [en toilettes] est de 1,56% pour une population estimée à 14 ménages, affirme le coordonnateur de l'ONG Action micro barrages, Mahama Sawadogo.

Dans l'infiniment petit de la commune rurale de Dassa à l'infiniment grand de la commune

urbaine de Ouagadougou, une certaine gêne s'installe quand le regard se pose sur les fèces, fraîches, moins fraîches et sèches. Quand ce n'est pas le dégoût du parfum désagréable qui caresse les narines, c'est la peur de retrouver un pied dans un fécal. Le péril fécal nous côtoie au quotidien. Il n'est pas perceptible dans les salons feutrés et salles huppées des riches. Mais le danger est réel. Que faire ?

La problématique des latrines familiales et publiques mobilise la communauté internationale. Depuis le 19 novembre 2001, elle célèbre la journée mondiale des toilettes. La commémoration de la sixième édition au Burkina Faso s'est déroulée à Meguet dans la province du Ganzourgou. Populations sans toilettes décentes, partenaires techniques et financiers, société civile et autorités politiques ont écouté des cantiques du péril fécal. La voix du ministre délégué à l'agriculture, à l'hydraulique et aux ressources halieutiques, Issaka Maiga, a supplanté les autres sons : 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des toilettes privées ou propres. Cela voudrait que près de 40% de la population mondiale soit contrainte, voire obligée d'utiliser la brousse, les abords de rivières, des sources d'eau, les bords de canaux, les sachets, des sceaux ou latrines non hygiéniques pour leurs besoins, a martelé le ministre maïga.

Nature comme lieu d'aisance.

Une fenêtre sur le Burkina Faso indique des statistiques alarmistes. L'enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages et du suivi de la pauvreté en 2005 réalisée par l'institut national de la statistique et de la démographie révèle ceci : c'est surtout en milieu rural qu'une forte proportion de ménages utilise la nature comme lieu d'aisance (78,4%). Quant au milieu urbain, il est surtout le domaine des latrines ordinaires (69,8%). Il est à noter qu'en milieu urbain, sont encore relativement nombreux les ménages qui recourent à la nature comme lieu d'aisance (7,5%). Le mal est connu. Son diagnostic aussi. Mais les remèdes tardent dans la lutte contre le péril fécal.

Contrairement aux préjugés, la question des toilettes concerne les villes et les villages du Burkina Faso. Elle touche de plein fouet les ménages pauvres. Il existe une corrélation entre l'utilisation de la nature comme lieu d'aisance et le niveau de pauvreté des ménages. Comme la pauvre veuve Suzanne Kansolé, les millions de Burkinabés qui tirent le diable par la queue vivent sans assainissement adéquat. Le besoin d'assainissement des populations est pressant. Mais hélas, les choix politiques laissent à désirer.

La recherche d'une solution au péril fécal du Burkina Faso se lit dans la stratégie nationale en matière d'assainissement. En ville comme en campagne, l'Etat préconise l'assainissement autonome par la réalisation des latrines. L'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) est le maître d'œuvre de la politique de l'assainissement autonome à travers plusieurs types de latrines. On peut citer les latrines VIP [ventilated improved pit ou latrines à fosse ventilée] à doubles fosses, les latrines à chasse d'eau manuelle, les fosses septiques. Les résultats restent en deçà des attentes des populations. Pour prendre le taureau de l'assainissement par les cornes, on crée la direction de l'assainissement au sein de la direction générale des ressources en eau. Le gouvernement burkinabé précise ses intentions. Il vise à faire progresser le taux d'assainissement (eau usées et excréta) en milieu rural de 10% en 2005 à 54% en 2015 et en milieu urbain de 14% en 2005 à 50% en 2015.

L'ambition est certes noble. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. L'assainissement, et par extension les toilettes décentes, restent des parents pauvres dans les politiques d'investissement. La preuve. La nouvelle direction de l'assainissement fonctionne sans budget clair. Les fonds étatiques alloués aux services déconcentrés de l'hygiène et l'assainissement des municipalités sont comme une goutte d'eau dans la mer. Pour renverser la marginalisatique nationale, le maire de la commune rurale de Dassa, François Baye, donne cette recette : il faut attaquer le problème de l'assainissement de façon frontale, face à la demande sociale. C'est une condition pour freiner les conséquences sanitaires des toilettes devenues des nids permanents de mouches, de moustiques, de cafards, de souris.

Système d'assainissement approprié, la qualité de vie des communautés.

Les fèces affectent la santé publique. L'eau de ruissellement emporte les excréments dans les retenues d'eau. Pourtant, 4,2% des ménages

ruraux consomment encore l'eau des rivières et des cours d'eau, indique le document du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté de juillet 2004 du Burkina Faso. La consommation des eaux contaminées accentue les risques de mortalité et de morbidité liés à l'insalubrité de l'eau. Selon le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la majorité des maladies dans le monde est causée par les excréments. Les maladies hydriques comme la diarrhée ont un effet sur la croissance des enfants issus des familles pauvres. Les nutritionnistes disent que la maladie enlève l'appétit, empêche l'absorption de nutriments, brûle les calories avec la fièvre en luttant contre l'infection et gaspille les nutriments par le vomissement et la diarrhée.

A l'échelle mondiale, plus de 5000 enfants meurent par jour de maladies d'origine hydrique. Au Burkina Faso, on pense que le mauvais système d'assainissement grève le budget familial des ménages pauvres. Il engendre également des pertes de production et de productivité en milieu rural. Or, un système d'assainissement environnemental approprié, des toilettes qui répondent aux besoins des filles et des garçons, constituent des facteurs déterminants dans l'amélioration de la qualité de vie des communautés, écrit Raoul Adjalla, conseiller du programme eau potable et assainissement du plan Burkina.

Le recours à la nature comme lieu d'aisance est propice au viol de l'intimité des couches vulnérables. Ce qui est en porte-à-faux avec l'article 29 de la loi fondamentale du Burkina Faso. Il stipule : le droit à un environnement sain est reconnu. La protection, la défense et la promotion de l'environnement sont un devoir pour tous. Le droit aux toilettes décentes est quasiment inexistant dans de nombreux villages. Les chiffres sont têtus. Le dernier inventaire relatif au volet assainissement du Burkina Faso relève que dans 4330 villages, les latrines traditionnelles sont inexistantes, rares dans 3331 villages et nombreuses seulement dans 1062 villages. Quant aux latrines de construction moderne, 10 784 ont été inventoriées et réparties dans 1263 villages. Des millions de Burkinabés sont privés de toilettes adéquates. Un triste constat qui donne à l'analyse du gouverneur de la région de la boucle en profondeur : sans accès à l'eau potable et à l'assainissement aucun progrès durable n'est envisageable. Les populations privées de ces services sont prisonnières du cycle de la pauvreté et des maladies. Nous n'avons donc d'autre choix que de résoudre cette crise majeure, car l'éradication de la pauvreté en dépend!

La dignité des personnes.

Les réalités de l'assainissement au Burkina Faso ressemblent à celles de bon nombre de pays africains à quelques nuances près. Dans la dynamique des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le pays s'engage à réduire de moitié le nombre de personnes ne disposant pas d'un assainissement adéquat d'ici 2015. La volonté politique seule ne suffit pas. Elle interpelle les consciences individuelles et collectives. Le péril fécal sonne aux portes des ménages pauvres. Il exige un changement de comportements dans les cités et hameaux de culture. Car malgré la présence de latrines familiales et publiques dans certaines localités et concessions, des Burkinabés préfèrent toujours dame nature d'aisance. Ils préfèrent les caresses de l'air frais de la brousse au moment du soulagement.



Les actions de conscientisation des populations deviennent une condition sine qua non pour freiner la marche du péril fécal. Aucune couche sociale ne doit être ignorée. On cherche parfois très loin les comportements antisanitaires. Tenez! Au lycée Marien N'Gouabi de la ville de Ouagadougou, des élèves laissent leurs fèces hors de l'orifice des toilettes. Une attitude qui conforte l'idée du représentant résident de l'ONG britannique WaterAid, Yéréfollo Mallé : « le problème de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement n'est pas seulement une affaire de financement et de techniciens. Mais aussi un problème d'information et de communication. La pression démographique au Burkina Faso ne donne plus de choix ni aux pouvoirs publics, ni aux populations. L'augmentation de la population diminue les espaces libres d'aisance dans un village comme Bolemba, les populations sans toilettes familiales parcouruent des kilomètres pour se soulager. Si déjà dans les campagnes, on a de la peine à se débarrasser des excréta, on imagine le chemin de croix des citadins. La disponibilité et l'accessibilité des toilettes deviennent des impératifs pour le bien-être des populations, surtout pauvres. Elles pourraient garantir la dignité des personnes du troisième âge et lutter contre le nouveau phénomène urbain de la défécation dans les sachets ».

L'auteur, **M. Dieudonné Soubeaga** du Libérateur, Burkina Faso, est un journaliste de la presse écrite ayant remporté la deuxième place dans la catégorie langue française du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

« LA LOURDE CHARGE DE LA PROTECTION DE L'EAU »

par M. Arif Budiman, date de diffusion 27 mars 2008,
programme Telaah, Indonésie

Elément 1

Arif : L'eau est un élément important pour l'existence de la vie en plus de l'énergie. L'homme peut survivre plus longtemps sans nourriture que sans eau. C'est bien la preuve de l'importance de l'eau pour la vie. Non seulement pour la consommation, l'eau joue également un rôle important dans les activités quotidiennes de l'homme. Il n'y a aucun doute, l'être humain ne peut être privé d'eau. Cependant, la Terre a-t-elle suffisamment d'eau propre pour une population de 6.5 milliards de personnes ?

La Terre est reconnue en tant que planète riche en eau. L'eau représente 70% de la surface terrestre. Cependant, seulement 2.5% de celle-ci est de l'eau douce. De ce pourcentage, pas plus de 1% peut être consommé par des humains. Pour les besoins quotidiens, les hommes peuvent obtenir l'eau de deux sources principales : des rivières et des eaux souterraines. Mais qu'en est-il de la qualité de ces deux sources d'eau ?

Comme les autres habitants sur les berges de la rivière Ciliwung, à Bukit Duri, Jakarta sud, Mamat et son épouse lavent leur linge au bord de la rivière. La plupart des activités des habitants sont effectuées au bord de la rivière. Bien qu'elles utilisent les eaux souterraines, elles jettent les eaux de lessive dans la rivière. La rivière, qui est supposée être une source de vie a longtemps été le centre de décharge des déchets. Cependant, beaucoup de personnes se baignent toujours dans la rivière. La faible sensibilisation des habitants aggrave la pollution de la rivière.

Mamat, habitant du bord de la rivière : La rivière est déjà sale. Sinon, ou devrions-nous les jeter ? Puisqu'elle est déjà sale de toute façon, nous les jetons là.

Arif : Les habitants du bord de la rivière ne sont pas entièrement coupables. Le manque de soutien du gouvernement pour leur système d'hygiène joue un rôle dans les mauvaises habitudes des habitants. Les installations de douches et de toilettes publiques ne fonctionnent en général pas. Par conséquence,

les habitants continuent à jeter leurs déchets dans la rivière.

Mamat : Il y avait des installations de bains, lavage et toilettes. Mais elles ne sont plus utilisées. Elles sont toutes tombées en panne.

Arif : Le gouvernement déclare qu'il est difficile de sensibiliser la communauté afin de dissuader les gens de jeter leurs déchets dans la rivière. Il est mieux de surveiller l'élimination des déchets industriels. En attendant, de nouvelles sanctions en matière de pollution environnementale sont en cours de préparation.

Rachmat Witoelar, Ministre de l'Environnement de l'Indonésie : Le débat sur la loi est en cours, pendant ce temps le ministère surveille les installations qui ne sont pas publiques, telles que les usines et les hôtels, pour les contrôler. Il est difficile de contrôler la communauté parce qu'il y a des millions de personnes. Nous devons attendre les lois.

Arif : Le gouvernement sait que c'est son rôle d'assurer l'accès à l'eau propre pour la communauté et pour protéger l'environnement contre la pollution. Mais cela prendra du temps pour changer la vision des habitants sur la fonction de la rivière.

Rachmat Witoelar : L'aide gouvernementale est nécessaire pour assurer un système d'assainissement autre que la rivière. C'est une affaire pénible mais c'est ce qu'il faut faire pour sauver les rivières. Le monde entier fait la même chose. La rivière n'est pas le centre de déchets. C'est une source de vie. Ici ce n'est pas le cas. La rivière est un centre de déchets, pas de vie.

Arif : Seulement 84% des ordures à Jakarta peuvent être portés aux zones terminales d'élimination. Le reste est jeté dans les rues, les caniveaux, y compris les rivières. La rivière est la ressource principale des sociétés d'eau potable.

Dans le système de traitement, l'eau trouble de la rivière est traitée avec des produits chimiques.

L'objectif est de réduire la boue et le contenu bactérien. Cependant, si la pollution est trop concentrée, il est impossible d'augmenter les doses de produits chimiques car cela nuirait à la santé. Ensuite, l'eau traitée est reçue par des consommateurs dans leurs maisons. Cependant, cela ne signifie pas que les citoyens peuvent profiter d'une eau de bonne qualité et en quantité suffisante.

Arya Wirayati, consommateur : Une fois, l'eau était trouble et avait une mauvaise odeur. Comme l'odeur des caniveaux.

Elément 2

Arif : Pour satisfaire les besoins en eau propre, le gouvernement régional et des investisseurs ont collaboré pour établir une société d'eau potable. La ressource de base est l'eau de la rivière. L'installation de traitement de l'eau gérée par Thames Pam Jaya, à Buaran Jakarta est, s'approvisionne en eau du réservoir de Jatiluhur, en Java occidental. L'eau brute est acheminée à l'installation via la rivière Malang. Ensuite plusieurs processus sont entrepris pour obtenir une qualité d'eau utilisable. L'eau non traitée est d'abord filtrée afin d'en séparer les déchets. Vient ensuite le processus de raffinage. L'eau est mélangée à un produit chimique pour éliminer la boue et l'ammoniac.

Rhamses Simanjuntak, Directeur de la Communication PT Thames Pam Jaya : La Rivière Malang croise plusieurs rivières. Ces autres rivières sont polluées par des déchets ménagers et industriels. Si les déchets sont déchargés dans la rivière, nous aurons de l'eau brute polluée. La capacité de production à Buaran est de 5000 litres par seconde. A Pulogadung, elle est de 4000 litres par seconde. La capacité totale est de 9000 litres par seconde. Nous produisons actuellement 22 millions six cent mille litres cubiques d'eau par an.

Arif : Pour maintenir le contenu acide, l'eau est mélangée avec du calcaire. Le contrôle et la surveillance de la qualité de l'eau sont effectués dans le laboratoire. La qualité de l'eau est examinée toutes les heures.

Rhamses Simanjuntak : Nous avons beaucoup de difficultés. D'abord la qualité de l'eau brute ne cesse de baisser. Et pendant la saison des pluies, certes il y a une abondance d'eau, mais elle est trop trouble. La situation pendant cette saison est ironique, il y a une abondance d'eau, mais une diminution de production. C'est parce que notre usine doit limiter la turbidité de l'eau brute.

Arif : La compagnie affirme que l'eau traitée peut être consommée immédiatement. Mais il est possible qu'une fois sortie du réservoir l'eau puisse devenir contaminée. L'installation d'eau à Buaran fournit de l'eau propre à Jakarta est et nord. L'eau est acheminée par des canalisations souterraines qui s'étendent sur 20 kilomètres depuis Buaran au réservoir à Cilincing, Jakarta nord. Ici, au réservoir, la qualité de l'eau est réexaminée. De nombreuses analyses sont effectuées, y compris les mesures du contenu acide, du niveau de chlore, et de la turbidité. Une énergie électrique de 20 kilos volt est requise pour pomper l'eau dans les canalisations des maisons des populations. A l'heure actuelle, la distribution d'eau est fréquemment perturbée.

Rhamses Simanjuntak : Nous avons des ennuis avec la distribution car Jakarta est plate et non vallonnée. Donc il y a toujours besoin d'un mécanisme. Toute l'eau doit être pompée. S'il y a une panne d'électricité, la distribution tombe en panne aussi. La production tombe en panne également.

Arif : Ce n'est donc pas surprenant que des milliers de consommateurs comme Arya Wirayati, obtiennent difficilement de l'eau propre toute la journée. Les citoyens de Plumpang, Jakarta nord, ont des pénuries d'approvisionnement en eau. PAM, la compagnie des eaux, réduit le volume d'eau ; elle coule seulement à certaines heures. L'eau ne coule habituellement que de minuit jusqu'à l'aube. C'est pour cette raison qu'Arya doit recueillir l'eau dans un réservoir avant qu'elle puisse être utilisée. Normalement la saleté transportée par l'eau se dépose au bas du réservoir.

Arya Wirayati, consommateur : Une fois, l'eau était trouble et avait une mauvaise odeur. Comme l'odeur des caniveaux. Le travail est remis à plus tard, la vaisselle est remise à plus tard. Nous attendons la nuit pour commencer nos travaux quotidiens. Nous lavons la nuit puisque l'eau n'est disponible que la nuit.

Arif : Normalement l'approvisionnement en eau dure plus longtemps s'il n'est pas employé pour le lavage. Mais dans le cas d'une consommation d'eau importante, l'approvisionnement s'épuise, et Arya doit attendre la nuit suivante afin d'obtenir de l'eau propre. L'agence PAM de surveillance du système d'eau déclare que la compagnie qui gère l'eau de PAM ne fournit pas un service maximal.

Ahmad Lanti, président du conseil de surveillance de PAM : Du point de vue du contrat avec l'opérateur, le service de production en eau est accompli. Mais le niveau des fuites est toujours en dehors des objectifs. Le taux de couverture est également faible. Le volume d'eau vendu est

également faible. Tels sont les faits. C'est pour cela que nous poussons toujours les opérateurs à accomplir leur contrat. Particulièrement dans les domaines de la pression et la qualité d'eau. Il y a toujours des plaintes de la communauté.

Arif : L'eau de la rivière, malgré son traitement par des installations modernes, n'est toujours pas librement consommée. Les eaux souterraines, que les populations obtiennent par des puits à pompes, ne sont également pas exemptes de contamination. La croissance démographique élevée des villes oblige les citoyens à habiter entassés dans des espaces. Les personnes à faibles revenus ne peuvent avoir que des logements simples, entassés dans un bidonville. Dans ces conditions, le système d'assainissement de chaque logement laisse certainement à désirer. La distance entre les toilettes et la source d'eau est très courte. Il n'y a aucun doute. L'eau consommée contient des niveaux élevés de bactéries.

Setyo S. Moersidik, chercheur en eau : Environ 80 à 90% de l'eau utilisée comme eau propre est contaminée par l'*Escherichia coli*.

Elément 3

Arif : Dans la zone encombrée de Kampung Kapuk Rawa Gabus, Jakarta occidental, l'eau propre est un rêve pour les citoyens. En septembre dernier, les citoyens ont construit un puits collectif car le fonctionnement des puits dans beaucoup de maisons n'était pas optimal. Une somme de 1 million IDR a été rassemblée par les citoyens, la plupart étant de petits commerçants ou travailleurs. Asban est l'un des citoyens qui ont participé à la fabrication du puits. Bien qu'il connaisse la distance idéale entre le puits et la fosse septique, Asban n'a pas d'autre choix.

Asban, résident de Kampung : Il n'y a aucun espace loin d'ici, pour les toilettes, elles ont donc dû être établies près du puits. Nous n'avons pas d'argent. S'il y avait plus d'argent et plus de terre, alors nous pourrions les établir loin d'ici.

Arif : Ce père de trois enfants utilise régulièrement l'eau du puits pour laver ses enfants. Bien que l'eau ait une odeur et un goût, les citoyens dépendent de celle-ci pour assurer leurs activités quotidiennes, les puits de leurs maisons étant en général à sec. Mais les citoyens n'osent pas l'utiliser pour faire la cuisine ou pour la consommation. Chaque semaine ils doivent acheter l'eau des vendeurs pour un prix de 2000 IDR par charge.

Asban : Elle n'est pas bonne puisqu'elle est salée. On peut s'en servir pour se laver, mais pas pour

faire la cuisine et boire. Elle est salée même pour se laver. Si nous l'utilisons pour préparer les repas, la nourriture sera salée aussi.

Arif : Asban et les autres citoyens de Kampung Kapuk Rawa font partie des millions d'Indonésiens qui n'ont pas accès à un système d'assainissement adéquat. Plus de 72 millions d'Indonésiens vivent dans de mauvaises conditions d'assainissement. À Jakarta, 60% de la population dépend des eaux souterraines pour s'approvisionner en eau propre. Mais 70% des eaux souterraines à Jakarta sont contaminés par des bactéries et des fèces. La cause est la proximité des centres d'évacuation des déchets humains aux eaux souterraines, qui se trouvent à moins de 10 mètres au-dessous de la surface.

Setyo S. Moersidik : Environ 80 à 90% de l'eau utilisée comme eau propre sont contaminés par l'*Escherichia coli*. Cela signifie que le système d'assainissement est étroitement lié à l'eau propre. C'est ce qui rend la situation critique.

Arif : Le manque d'assainissement est la cause principale de diverses maladies telles que la diarrhée ou la dengue hémorragique. La mauvaise santé de la communauté impacte l'économie. Des données issues de la Banque mondiale démontrent que l'Indonésie enregistre une perte de 58 milliards IDR tous les ans attribuée au manque de système d'assainissement adéquat. C'est pour cela qu'il faut rapidement trouver une solution aux problèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau propre.

Setyo S. Moersidik : Lorsqu'on parle d'assainissement et d'eau propre, ce sont deux faces de la même médaille. L'eau propre est obtenue à partir de l'eau brute pour la consommation. L'assainissement c'est la façon dont l'environnement est maintenu pour que l'eau ne soit pas contaminée. Donc, lorsque le système d'assainissement est mauvais, il implique que tous les déchets et l'évacuation des eaux usées sont rejetés dans la rivière.

Arif : Le laboratoire de santé du Ministère de la Santé examine des centaines d'échantillons d'eau des consommateurs, du milieu des affaires aussi bien que des agences. Des tests en laboratoire sur les sources d'eaux utilisées sont effectués au moins une fois tous les un, deux ou trois mois. Les contenus microbiologiques et chimiques de l'échantillon d'eau sont les cibles principales, puisque ces contenus impactent la santé.

Zamrud Ewita Aldy, chef de laboratoire : La bactérie d'*Escherichia coli* est très importante. C'est l'indicateur de nos tests. Si un test est positif aux

bactéries d'*Escherichia coli*, alors que le résultat devrait être négatif ou neutre, il est probable que d'autres bactéries soient également présentes. Chimiquement, de façon générale, c'est le niveau de pH qui pose un problème, car le niveau de pH est un autre paramètre. Comme le niveau de Manganèse qui affecte le métabolisme du corps et réduit le transport d'oxygène au cerveau.

Arif : Le gouvernement ne reste pas les bras croisés. Mais le manque de fonds retarde l'accès à un système d'assainissement correct pour des millions de personnes à travers la construction d'installations sanitaires publiques. Des agences étrangères sont également impliquées. Par rapport aux habitants de Kampung Rawa, ceux vivant dans le quartier communautaire *RW 008* de Petojo Utara, Jakarta centre, sont plus chanceux. Depuis septembre 2007, de vieilles installations négligées ont été réhabilitées avec le soutien d'organisations à but non lucratif étrangères. De

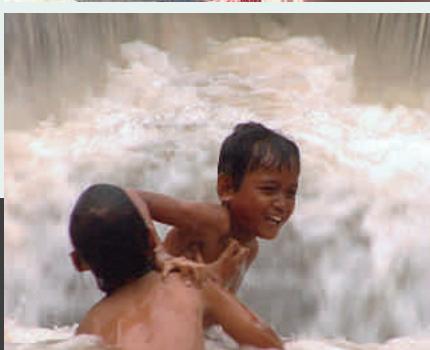
plus, les nouvelles installations sont équipées d'une technologie de traitement des déchets, pour éviter que les déchets polluent la rivière, et ainsi éviter la présence d'*Escherichia coli*. Ici les déchets humains sont également transformés en biogaz. Avec certains processus, l'eau des installations peut être consommée. La communauté est très enthousiasmée de la présence de ces nouvelles installations.

Atun, résident de RW 008 Petojo : C'est mieux. D'habitude nous n'utilisons que les toilettes de ces installations. Maintenant nous pouvons également nous laver ici. Je pense que c'est l'endroit aussi, il est propre maintenant, donc on l'apprécie. De nombreuses familles n'ont qu'une salle de bain, c'est difficile à gérer. Ici, c'est mieux, parce qu'il y a de nombreuses salles de bain.

Arif : Cela ne s'arrête pas là. La prise de conscience en rapport avec l'importance de l'assainissement a augmenté. Dans chaque maison, les citoyens utilisent un simple récipient pour se laver les mains. Un véritable retournement de situation car les habitudes des habitants de ce bidonville étaient complètement à l'opposé. Ils jetaient leurs déchets dans la Rivière Krukur. La présence des installations a non seulement changé les habitudes de la communauté, mais la protège également de nombreuses maladies.

Irwansyah, représentant de la communauté du RW 008 : Avant la construction de ces installations, il y avait beaucoup de maladies dues à un mauvais système d'assainissement, telle que la dengue hémorragique, la diarrhée, les maladies de la peau. Depuis septembre 2007, même janvier jusqu'à mars 2008, il n'y a plus de citoyens souffrant de dengue hémorragique, de la diarrhée, des maladies de la peau.

Arif : L'eau est devenue un droit humain de base. D'autres accords internationaux ont même établi que le premier droit fondamental de l'être humain est l'accès à l'eau et à l'assainissement à des coûts abordables. Assurément l'eau et ses sources sont la responsabilité des habitants de cette Terre afin d'assurer leur propre survie.



L'auteur, **M. Arif Budiman** d'Astro Awani, Indonésie, est un journaliste de télévision ayant remporté le troisième prix dans la catégorie langue anglaise du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

«GANVIÉ, UNE CITÉ QUI SE MEURT»

par M. Euloge Aïdasso, date de diffusion 28 avril 2008,
Golfe Télévision, Bénin

Euloge : Le village lacustre de Ganvié est un fleuron du tourisme béninois. Il s'agit d'un village traditionnel de pêcheurs composé de maisons construites en bambou et couvertes de toits de paille, bâties sur pilotis au-dessus du lac. Un bourg attrayant et pittoresque si souvent appelé « la Venise de l'Afrique » en comparaison à la ville italienne. Ganvié, c'est l'espace où l'homme est en pleine symbiose avec la nature. C'est l'expression, le symbole, de l'adaptation de l'homme à son environnement immédiat. Mais dans cette adaptation, les populations en arrivent à porter atteinte à l'environnement et à menacer dangereusement l'existence de ce site. En effet, Ganvié est confronté aujourd'hui à un grave problème de pollution, un problème d'assainissement : la gestion des matières fécales.

Pendant longtemps à Ganvié, les eaux du lac ont servi de réceptacle, d'agent de transport et de digestion aux déchets de toute sorte. Les effets combinés de l'explosion démographique et de l'augmentation de la charge en déchets ont provoqué le dépassement des capacités d'épuration du milieu naturel.

Eustache Bokononganta, professeur de géographie : Ganvié est un site intéressant qui est précisément localisé sur le bas delta de la rivière Sô. La position même de Ganvié est source de contraintes car dans les configurations deltaïques il y a une accumulation de matériaux polluants de l'amont vers le bas delta. Résultat, nous avons au débouché de ce bas delta un énorme lac qui fait 200 km² de moyenne, et qui se jette dans la mer par un chenal long de 4km et demie. Malheureusement depuis plus d'une dizaine d'années, le débouché de ce chenal dans la mer a été fermé par des enrochements. Des rochers ont en effet été entreposés pour freiner l'intrusion d'eau saline dans le chenal. Les conditions de l'hydrodynamique ont ainsi été modifiées et les éléments propulsés par les hautes eaux depuis le lac ne sont plus évacués en mer. Le lac et le chenal sont ainsi progressivement envasés, ce qui complique les questions de pollution.

Les matières fécales constituent le problème le plus épique de cette pollution car elles sont directement

rejetées dans les eaux du lac. Elles constituent une menace pour l'écosystème, pour l'environnement, et surtout pour la santé de la population. Chaque jour 15'115 litres d'excrétas sont déversés dans les eaux du lac, dont seulement 6046 sont épurés grâce à la capacité d'auto épuration du lac. Le reste, soit 9069 litres, constitue une charge polluante.

Hariss Kaltou, Environnementaliste : Chaque jour, la population de Ganvié rejette dans les eaux du lac pas moins de trois camions citernes de fèces. En 2006 il s'agit de l'équivalent de 925 camions citernes. En 2008 - pas moins de 1500. Et quand on fait la projection sur 2025, nous avons pas moins de 12'500 camions citernes de fèces déversés uniquement à Ganvié. Il n'y a à Ganvié pratiquement que des latrines suspendues, avec un enclos et une plateforme, et tout ce que la personne défèque va directement dans le lac.

Euloge : Ces latrines suspendues sont le plus souvent érigées en dehors des habitations. Elles sont constituées d'un enclos de paille ou de tôle pour dissimuler l'occupant. Le plancher de la latrine, qui est le plus souvent le prolongement de celui de la maison, est composé de planches disposées de façon à avoir un trou de défécation. On dénombre plus de 4000 latrines de ce type à Ganvié. Les latrines surélevées sont rarissimes. La dalle du plancher des latrines de l'école primaire publique de Ganvié I est par endroits détruite, ce qui crée une fosse exposée. En période de crues son contenu se retrouve dans l'eau. Le coût de la voirie est nul - c'est le tout au lac, que ce soient les déchets domestiques ou les fèces.

Hariss Kaltou : Du côté environnemental, l'indice de la quantité d'oxygène dont ont besoin les micro-organismes pour oxyder les matières organiques présentes dans l'eau - la DBO, est 10 fois supérieur à la norme qui est de 3 milligrammes par litre, alors qu'on se retrouve par endroit à 30 milligrammes par litre. Cela signifie que toute survie d'espèces dans ce milieu là est aléatoire. La conséquence immédiate est que cette eau est inapte à tout usage. Or, on voit bien que la population utilise cette eau, nage dedans, et parfois j'ai bien peur que cette eau entre dans l'alimentation.

Euloge : Ces eaux ont une coloration verdâtre et dégagent une puanteur. Il s'agit d'une potentielle source de maladie. Le marché flottant de Ganvié se tient également sur les eaux. Il est saisissant par sa beauté et son originalité, mais le contact des aliments avec les eaux usées est un risque pour la santé.

Hariss Kaltou : Un gramme de fèces peut contenir 10 millions de virus, 1 million de bactéries, et une centaine de parasites. Alors quand on imagine le volume de fèces qui est déversé chaque jour dans le lac, on a peur. Dans ces conditions, des épidémies, comme celle du choléra par exemple, sont inéluctables. Il y a eu des épidémies en 2003 et 2004 pas loin de Ganvié, et j'ai peur que si rien n'est fait, il y en aie d'autres.

Camille Dagbo, médecin chef de Sô-Ava :
On peut avoir des infections, des parasitoses, ce qui est fréquent dans la commune, et les statistiques en 2007 comparées à celles en 2006 montrent qu'il y a une progression des infections par parasites dans cette commune. Donc il faut sensibiliser les gens pour une meilleure gestion des déchets. La mairie doit absolument intervenir, car l'assainissement c'est l'affaire de tout le monde. Il y a des zones difficiles d'accès, et lorsque vous êtes dans ces zones et êtes livrés à la nature, le déplacement coûte très cher, il faut ramer, les gens n'aiment pas faire l'effort de parcourir des kilomètres pour trouver des latrines publiques. De plus, le constat général est que les latrines publiques ne sont pas bien entretenues. Chaque année le Bénin organise des journées de vaccination nationale contre la polio, alors que ça fait des années que le Bénin n'a plus eu de cas de contamination autochtone. Cependant nous avons un grand pays à côté, le Nigeria, qui est le réservoir mondial de cette maladie, et il y a un brassage des populations, les gens fréquentent régulièrement le Nigeria, donc il est facile d'importer le virus. Une des particularités de cette maladie est que le virus se retrouve fréquemment au niveau des déchets, dans les selles, et lorsque celles-ci sont dans la nature, à la portée des enfants, cet aspect nous inquiète beaucoup.

Euloge : Les populations ayant pour principale activité la pêche, il est évident que la diminution de la production halieutique a un impact négatif sur sa situation financière, et par conséquent, sur les conditions de vie. La population s'appauvrit de jour en jour à cause de l'insalubrité de l'eau du lac. Les exportations des crevettes vers les pays européens ont aussi fait les frais de la catastrophe économique due à l'insalubrité des eaux.

Hariss Kaltou : L'activité principale de la population c'est la pêche. Et comme je l'ai dit tout à l'heure,

parce que la DBO est très élevée, la survie dans ce milieu est très aléatoire. La production halieutique est donc en baisse, et les exportations de crevettes sont en chute libre. L'Union Européenne a interdit l'importation de ces crevettes qui ne sont pas bonnes à la consommation.

Euloge : La mauvaise gestion des matières fécales sur le site de Ganvié fait aussi fuir les touristes.

Florentin Agbonon, guide touristique : La population n'a pas de latrines, les gens défèquent en plein air, et il y a en résultat une odeur nauséabonde qui chasse les touristes. Par terre il y a des sachets avec des excréments animaux et humains. Si vous-mêmes étiez à la place des touristes, vous partiriez également.

Raphaël Houssou Mianwadoude, hôtelier :

J'ai investi de l'argent dans des puits, pour que l'on puisse boire de l'eau potable, et pour l'assainissement du village, car il y a un sérieux problème : on jette tout dans l'eau et l'eau est polluée. Il n'y a pas de moyens, c'est la pauvreté qui veut ça. Si le gouvernement pouvait faire quelque chose, ça pourrait aller mieux.

Euloge : Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les chiffres de fréquentation de ce site exotique soient en chute libre.

Hariss Kaltou : Ganvié est l'un des fleurons du tourisme béninois, mais entre 2001 et 2005, tenez-vous bien, Ganvié a perdu la majorité de ses touristes. C'est un drame national. L'eau pue, elle est insalubre, même les populations qui vivent ici ne se sentent pas à l'aise. Alors je ne sais pas ce qu'un touriste viendrait chercher là.

Euloge : Une situation qui interpelle les responsables administratifs et politiques.

André Todje, maire de Sô-Ava : Les gens vivent au quotidien dans des pirogues, dans des maisons sur l'eau, les conditions de vie sont très compliquées et difficiles. N'ayant pas de moyens adéquats pour se mettre à l'aise, les gens ont adopté le système naturel, c'est-à-dire qu'ils défèquent dans l'eau depuis la maison. Les matières fécales qui flottent à la surface de l'eau sont très dangereuses pour la santé. De plus, ce n'est pas bien vu, par nous-mêmes les autorités, par les populations, et par les étrangers et les touristes. Aujourd'hui nous sommes en train de voir comment faire pour assainir ce milieu, pour mettre en place des infrastructures dignes de ce nom, pour que les gens puissent se mettre à l'aise dans de bonnes conditions, et éviter que les matières fécales aillent dans l'eau. Aujourd'hui ce n'est pas facile de dire à un habitant qu'il doit se déplacer de sa maison,

prendre sa pirogue et faire des kilomètres avant de trouver des latrines. Nous avons lancé un certain nombre de projets avec nos partenaires pour définir quel système adopter pour les latrines publiques ou familiales à Ganvié. Les études sont en cours mais les systèmes sont compliqués. Nous avons un système chinois, mais vu l'aspect géographique de la zone de Ganvié, il est difficile de le mettre en œuvre. Nous sommes en train de l'expérimenter dans des arrondissements où il y a de la terre. Actuellement nous avons décidé de l'installer dans les écoles, pour permettre aux enfants d'avoir des lieux d'aisance, et en même temps pour éduquer les enfants pour qu'à leur tour ils puissent éduquer leurs parents à la maison. Car une fois que les latrines seront installées, il faudra également sensibiliser la population pour qu'elles soient utilisées, à la place d'une défécation directement dans l'eau.

Gisèle Doussou - Yovo, directrice adjointe du développement touristique : C'est une situation vraiment préoccupante, car les matières fécales circulent au niveau de l'eau à Ganvié. Mais je voudrais vous rassurer, le Ministre du tourisme est vraiment décidé à résoudre ce problème, nous avons un projet d'assainissement en cours qui va

prendre en compte Ganvié et toute la commune de Sô-Ava. Nous voulons collaborer avec l'ONG Oxfam Québec et le ministère de l'environnement. Un comité de pilotage est mis sur pied pour décider des actions à adopter pour assainir le milieu, pour le rendre respirable, à tous les Béninois et aux touristes qui visitent le site.

Euloge : Vu les conséquences énormes de cette mauvaise gestion des fèces à Ganvié, il faut forcément trouver la solution idoine, ce qui passe par certains préalables.

Eustace Bokononganta : Pour trouver une solution il faut un équipement qui a la capacité de s'adapter à l'humidité. Il faut aussi voir si le coût de l'équipement est supportable par les populations au plan communautaire et individuel, parce que l'habitat à Ganvié est composé d'habitations individuelles où chacun a ses propres équipements de douches et de latrines. Il faut donc tenir compte de la réplicabilité des ouvrages. La solution n'a pas encore été trouvée, mais il faut absolument évacuer les fèces de Ganvié hors de l'eau.

Euloge : La capacité de l'environnement de Ganvié n'est pas encore dépassée. Mais si rien n'est fait dans les meilleurs délais, ce sera une catastrophe. Si le Bénin veut continuer à vendre « la Venise de l'Afrique », il faudra que les pouvoirs publics entreprennent rapidement les actions nécessaires à l'assainissement du milieu pour passer de la formule du 'tout à l'eau' à celle 'du tout à l'égout'. Il en va tout simplement de la vie à Ganvié.



L'auteur, M. Euloge Aïdasso de Golfe Télévision, Bénin, a remporté la troisième place dans la catégorie de la langue française du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

« LES ÉGOUTS DE LIMA PRENNENT L'EAU »

par Julia Fabiola Torres López, date de publication 20 avril 2008,
Diario el Comercio, Pérou

Les égouts de Lima et de Callao sont en mauvais état. Face à cette situation, le gouvernement a décrété hier l'état d'urgence. Les populations qui habitent à proximité sont les plus exposées aux risques.

Leurs petites narines sont devenues insensibles. L'odeur donne la nausée mais le groupe d'enfants qui joue près du cours d'eau aux couleurs d'excréments n'y fait pas attention et n'est occupé qu'à compter le nombre d'oiseaux qui survolent les lieux. Nous sommes dans le bidonville de Santa Beatriz de Ventanilla, face à la plage d'Oquendo, où se trouve aussi l'un des douze collecteurs des égouts de Lima : le collecteur de Comas.

Le « cours d'eau » où jouent les enfants est en réalité l'endroit où se déversent les eaux usées de tous les habitants du nord de la capitale, qui se jettent dans le Pacifique. Tous déversements confondus, l'océan reçoit, toutes les 24 heures, l'équivalent de deux stades de football remplis d'eau, polluée par des matières fécales et des déchets industriels. L'entreprise chargée de l'eau et des égouts à Lima (Sedapal) traite à peine 12 % des eaux usées.

Comme par un cruel coup du sort, depuis un mois, la région de Ventanilla où jouent les enfants reçoit aussi, par l'intercepteur nord situé à 500 m seulement du collecteur Comas, les eaux usées de sept autres quartiers de Lima. L'intercepteur ne devait fonctionner qu'une fois les eaux traitées mais il est ouvert depuis la panne du déversoir de Costanero de San Miguel, survenue au mois de mars dernier.

La Présidence du Conseil a pris acte hier d'un fait évident : l'état de délabrement du système d'égouts de Lima et de Callao. Le décret supérieur n° 030-2008-PCM signale que la vétusté des déversoirs (n° 6, Centenario, Bocanegra, n° 19 et Argentina) laisse craindre un risque similaire à celui constaté avec le déversement de l'égout de Costanero, hors d'usage.

Le Gouvernement s'engage à prendre, dans un délai de 60 jours, les mesures nécessaires afin de prévenir les risques pour la population. La Sedapal devra faire en deux mois ce qu'elle aurait déjà dû faire il y a plusieurs années, d'après son propre plan de gestion de 2005. Selon ce document, 22 % des réseaux d'égouts primaires, collecteurs compris, ont plus de 50 ans et 17 % ont entre 30 et 50 ans.

L'entreprise avait prévu que la station d'épuration de Taboada (qui n'est pas encore construite) devait être opérationnelle en 2006 pour traiter les eaux usées collectées par l'intercepteur nord. Cette station devait recueillir les eaux de quatre collecteurs anciens, afin d'éviter qu'ils ne tombent en panne.

En raison de son usure, l'infrastructure des égouts a une durée de vie utile théorique de 50 ans mais celle-ci varie en fonction de l'utilisation et de la maintenance. Selon Javier Prado, ingénieur sanitaire, ex-représentant de la société civile au Conseil d'administration de la Direction nationale des services d'assainissement (Sunass), « la croissance de la ville ainsi que la surcharge et la vétusté des déversoirs exigent une rénovation ».

Populations exposées.

En 2008, les projets de la Sedapal ne se sont toujours pas concrétisés. Dans l'urgence, l'entreprise publique de l'eau a fixé un délai de deux ans pour la construction de la station de Taboada. Cependant, le risque de nouvelles pannes des collecteurs est aggravé par le fait que des personnes habitent très près des déversoirs de l'égout.

« Pourquoi notre santé devrait-elle pâtir d'un problème qui aurait pu être évité ? Il n'y a pas seulement les mauvaises odeurs. Il y a aussi les épidémies amenées par les rongeurs, et, en plus, nous ne sommes pas tranquilles », dit John Torres, qui habite près du collecteur n° 6, qui se déverse dans le fleuve Rímac, à la hauteur du n° 25 de l'avenue Perú, à San Martín de Porres.

Le Ministère de la Santé n'a pas délimité la zone polluée et n'a pas non plus réalisé d'étude

épidémiologique auprès des populations qui habitent près des six déversoirs de Lima, d'où se jettent les eaux usées non traitées dans le fleuve Rímac et dans l'océan depuis plusieurs décennies.

Fausto Roncal, de la Direction générale de la Santé environnementale (Digesa), précise qu'une équipe technique se chargera d'évaluer les risques dans ces zones pour déterminer le niveau d'exposition selon la géographie, la façon dont les déversements sont effectués, l'accès des habitants aux services de base et le comportement de la population face au risque.

« Les enfants ont des taches sur la peau, ils sont malades. On pense que c'est à cause de la pollution, mais il n'y a rien à faire. On ne peut pas aller habiter ailleurs », se plaint Albertina Flores, qui habite en face du déversoir de Bocanegra dans le bidonville d'El Progreso, où on utilise aussi un canal d'irrigation pour évacuer les déchets.

L'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) a averti du danger que représente le traitement insuffisant (en réalité l'absence de traitement) des eaux usées des villes et a signalé le grave risque que le manque de systèmes de traitement des eaux usées entraîne pour l'environnement et la santé des populations.

Conséquences.

Mauricio Pardón, Directeur du Centre panaméricain de génie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS) de l'OPS suggère que les zones de déversement des égouts de Lima doivent être déclarées non habitables et qu'un paiement doit être instauré en échange des services que ces zones assurent pour l'environnement de la ville de Lima.

Le Ministère du Logement voulait verser une indemnité aux familles des lotissements Cerro de Pasco et Chepén, à La Perla, pour les convaincre d'accepter l'ouverture du collecteur qui se trouve en face de chez elles, afin de pouvoir fermer l'intercepteur nord jusqu'à la construction de la station de Taboada

La Digesa, l'Institut péruvien de la Mer (Imarpe), la Sedapal et la Défense civile ont estimé que la présence d'un collecteur à La Perla aurait moins de conséquences sur l'environnement car la zone urbaine est séparée de l'égout par la falaise et la piste. Selon Marcos Alegre, Président du Groupe d'action environnementale (GEA) « en outre, à la différence de la mer de Ventanilla, la mer adjacente au collecteur de La Perla présente un système

Pollution des terres agricoles

En raison de la croissance du milieu urbain aux dépens des exploitations agricoles d'Oquendo et de San Agustín, plusieurs canaux d'irrigation ont été fermés, ce qui empêche d'utiliser directement les eaux des fleuves Rímac et Chillón. Environ 1500 agriculteurs irriguent donc leurs cultures avec des eaux usées provenant des collecteurs n° 6, de Bocanegra et de Comas depuis plus de dix ans.

Dans ces zones, les principales cultures sont l'ail, l'oignon, le maïs, le céleri et la tomate. Les agriculteurs approvisionnent les marchés de Callao et le grossiste de La Parada.

Depuis 1987, plusieurs études, mises au point par le CEPIS, ont été menées dans l'exploitation agricole de San Agustín. On a proposé, pour atténuer les risques, de traiter les eaux usées et de les réutiliser à des fins agricoles.

Bocanegra : À la hauteur du pont Fawcett, sur le chemin de l'aéroport, le collecteur Bocanegra se déverse tel un torrent dans le fleuve Rímac et un canal qui va jusqu'à l'exploitation de San Agustín pour irriguer les terres agricoles où sont produits les légumes destinés à être vendus sur les marchés.

Danger : Ce n'est pas un cours d'eau. C'est le collecteur de Comas qui traverse le bidonville de Santa Beatriz, où habitent 1500 familles.

Empoisonnement : Alors que le fort risque pour la santé publique a été signalé, les terres agricoles de Callao sont irriguées avec des eaux usées non traitées.

Surcharge : Selon la Sedapal, le collecteur n° 6, comme quatre autres déversoirs des eaux usées, risque la panne.

de marées qui permet d'atténuer davantage la pollution engendrée par les eaux usées ».

Mais la réponse des habitants fut sans appel : « la santé n'est pas à vendre ». 88% des habitants de Lima, interrogés par Ipsos Apoyo, estiment également que l'ouverture de ce collecteur aura des conséquences sur la santé de la population. Mabel Zapata habite à La Perla, en face de la mer, depuis sa naissance mais sa mère lui a toujours interdit de descendre à la plage. « Le collecteur de Costanero

était proche et salissait les eaux. Maintenant, on va ouvrir un autre égout plus près de mon quartier et ce sera encore pire », dit-elle affligée.



Pendant que les autorités discutent des mécanismes de financement des travaux pour le traitement des eaux usées, les conséquences sur l'écosystème marin sont de plus en plus évidentes. D'après la Loi des eaux, la concentration de l'océan en coliformes fécaux ne devrait pas dépasser 4000 NPP/100ml (nombre le plus probable de particules pour 100 millilitres d'eau).

Cependant, l'analyse d'échantillons recueillis à Callao, près du collecteur de Centenario, a révélé des concentrations de coliformes fécaux 12 500 fois supérieures à la limite autorisée en vue de garantir la santé de la population. Cette situation est due au déversement irréfléchi dans la mer – pendant plus de 60 ans – d'eaux usées domestiques et industrielles, sans aucun type de traitement.

L'auteur, **Mme Julia Fabiola Torres López** du Diario el Comercio, Pérou, est une journaliste de la presse écrite ayant remporté la troisième place dans la catégorie langue espagnole du Concours WASH pour les Médias 2007-2008.

PARTICIPANTS

À L'ÉDITION 2007-2008 DU CONCOURS WASH POUR LES MÉDIAS

CATÉGORIE LANGUE ANGLAISE

- Abdul Kader**, The Daily New Age, Bangladesh
Akmal Dawi, Irinnews, Afghanistan
Andreas Maryoto, Kompas Morning Daily, Indonésie
Anthony Carnie, Independent Newspapers South Africa, Afrique du Sud
Anthony Roda, National Center for Health Promotion, Philippines
Arpi Harutyunyan, ArmeniaNow, Arménie
Ayodeji Adeyemi, Tell Communications Limited, Nigéria
Bhasha Singh, Outlook Publishing, Inde
Bennett Oghifo, This Day Newspaper, Nigéria
Brahima Ouédraogo, Burkina Faso National Radio, Burkina Faso
Budiman Arif, Astro Awani, Indonésie
David Mugabe, East African Business Week, Ouganda
Dennis Tshetihame, South African Broadcasting Corporation, Afrique du Sud
Ebenezer Bifubyeka, Freelance, Ouganda
Elias Adam Hassan, Somali Media Centre, Somalie
Elizabeth Namone Kameo, Freelance, Ouganda
Eveline Frota, Televisão Verdes Mares de Fortaleza, Brésil
Fadi Al Alloush, The Economy Magazine, Syrie
Fazila Dahall, Channel Africa, South African Broadcasting Corporation, Afrique du Sud
Fredrick Mugira, AfricaNews, Ouganda
Gabriel Galuak, Sudan Radio Service, Kenya
Galina Ignatovskaya, Freelance, Kirghizstan
George Thomas, Malayala Manorama, Inde
Gerald Tenywa, The New Vision, Ouganda
Gladys Mutiso, Nation Media Group Ltd, Kenya
Harlyne Joku, The National, Papouasie-Nouvelle-Guinée
Inamullah Khattak, Dawn Newspaper, Pakistan
Joachim Ezeji, Nigeria NewsPoint, Nigéria
John Gacanja, The Mohamed Amin Foundation, Kenya
Joshua Mmali, BBC, Ouganda
Kennedy Masibo, Nation Media Group, Kenya
Khamis Ramadhan, Community Images, Kenya
Kulbaira Abdraimova, Radio Manas FM, Kirghizstan
Kulbubu Usenova, National Teleradio Corporation of Kyrgyzstan, Kirghizstan
Harlyne Joku, The National, Papouasie-Nouvelle-Guinée
Lucy Njeri Ngunjiri, Kameme FM Radio, Kenya
Marina Kozlova, Freelance, Ouzbékistan
Melclaire Delfin, GMA Network Inc., Philippines
Michael Simire, Independent Newspapers Limited, Nigéria
Mohamed El-Sayed, Freelance, Egypte
Nathasya, Abdillah Subarkah, Dimas Aulia
Madani, Qtv and Swara Channel, Indonésie
Newton Sibanda, Zambia Daily Mail, Zambie
Nkechi Okoronkwo, News Agency of Nigéria
Perege Gumbo Mbogoye, The Guardian, Tanzanie
Petru Botnaru, Freelance, Moldovie
Pilirani Semu-Banda, Freelance, Malawi
Pinaki Roy, The Daily Star, Bangladesh
Reji Joseph, Rashtra Deepika, Inde
Richel Langit-Dursin, Inter Press Service News Agency, Indonésie
Rina Saeed Khan, The Friday Times, Pakistan
Rosalia Omungo, Kenya Broadcasting Corporation, Kenya
Salome Gregory, Mwananchi Communications Limited, Tanzanie
Sayli Udas Mankikar, Hindustan Times, Inde
Shahed Alam, International Television Channel Limited, Bangladesh
Shamim Ashraf Shelley, Daily Probaha, Bangladesh
Sherimbek Kumaev, National Teleradio Corporation of the Kyrgyz Republic, Kirghizstan
Solomon James Butandwa, The Weekly Message, Ouganda
Subhransu Sekhar Panda, Orissa Television Ltd, Inde
Subodh Gautam, Kantipur National Daily, Népal
Sudhi Kuruvelil Sasidharan, The Hindu Daily, Inde
Tedo Jorbenadze, Batumelebi Weekly, Géorgie
Usha Bhasin, Doordarshan Prasar Bharati Broadcasting Corporation of India, Inde
Vijayanandan Malvarayar Ramanathan, Freelance, Sri Lanka
Winfred Onyimbo, Trans World Radio, Kenya
Yamikani Mwando, Freelance, Zimbabwe
Zofeen Ebrahim, Freelance, Pakistan

CATÉGORIE LANGUE ESPAGNOLE

Adriana María Rojas Rangel, Naciones Unidas
Manos Amigas, Colombie
Antonio Tamariz Bernal, Radioprogramas
del Perú, Pérou
Carlos Salinas, La Prensa, Nicaragua
Cátia Toffoletto, CBN - Radio São Paulo, Brésil
Cristian Frers, Freelance, Argentine
Franco Gonzalo Montesino, Freelance, Argentine
German Orlando Hernandez Vera, As Opinion,
Colombie
Julia Edith Chavez Benavides, Diario La Hora,
Equateur

Julia Fabiola Torres López, Empresa Editora El
Comercio S.A, Pérou
Juan Sebastián Martínez, Freelance, Equateur
Martha Solano Martínez, Diario La Prensa,
Nicaragua
**Natalia Araguete, Walter Gustavo Isaía, Manuel
Barrientos**, Le Monde Diplomatique, Argentine
Octavio Enríquez, La Prensa, Nicaragua
Silvana Buján, Freelance, Argentine
Tamara Hendel, Eyeworks Cuatro Cabezas,
Argentine

CATÉGORIE LANGUE FRANÇAISE

Adjakouma Marthe Kakou, ONUCI FM,
Côte d'Ivoire
Alain Tossounon, Le Municipal, Bénin
Arielle Bouhoyi, Radio Congo, Congo
Claudine Efoa Atohoun, Office de Radiodiffusion
et de Télévision du Bénin
Dalia Abdel Salam El Dessouky, Al Ahram
Hebdo, Egypte
David Ilunga Kabanga, Point d'Impact,
République du Congo
Dieudonné Soubeaga, Le Libérateur,
Burkina Faso
Dolibe Dorothee Tabiou Ibrahima, Télévision
Togolaise, Togo

Euloge Aïdasso, Golfe Télévision, Bénin
Komi Aziadouvo, Liberté, Togo
Mariama Sy, Afia FM, Sénégal
Moussouloumi Boukari, Société des Editions du
Togo
Rivolana Razafison, Le Quotidien, Madagascar
Saholiarisoa Alida Fanjaniaina, L'Express de
Madagascar
Senakpon Gerard Guedegbe, Freelance, Bénin
Sénoudé Pacôme Tometissi, Freelance, Bénin
Souleymane Zare, L'Événement, Burkina Faso

MEMBRES DU JURY DU CONCOURS WASH POUR LES MEDIAS 2007-2008

Mme Madeleine Morris, BBC World, Royaume Uni (Radio)
Mme Nadia El-Awady, Islam Online, Egypte (Presse écrite)
M. Robert Lamb, One Planet Pictures, Royaume Uni (TV) – Président du Jury
M. Bernard Robert-Charre, Dev TV, Suisse (TV)
Mme Elisabeth Bonneau, Radio France, France (Radio)
M. Mouhamed Gueye, Le Quotidien, Sénégal (Presse écrite)
Mme Claudia Mazzeo, Agencia CyTA, Argentine (Presse écrite)
Mme Lisbeth Fog, Association Colombienne de Journalistes Scientifiques, Colombie (Radio)
M. Oscar Ugarte Ordoñez, TV Viva la Tierra, Equateur (TV)

RESSOURCES MÉDIAS

L'unité de communications du WSSCC est au service des journalistes souhaitant approfondir leurs connaissances en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène ; participant à l'organisation d'entretiens avec des experts du Secrétariat du WSSCC ou de son réseau dans plus de 30 pays ; l'identification d'angles et de sujets d'articles ; et de conduite de recherches et de réponses aux questions.

Vous pouvez visiter le site www.wsscc.org pour obtenir des renseignements supplémentaires ou pour vous abonner à la liste média du WSSCC. Pour vos questions par téléphone vous pouvez appeler l'unité de communications du WSSCC au +41 (0) 22 917 8657.

Vous trouverez ci-dessous une courte liste de sites Web qui seront d'utilité pour les journalistes souhaitant approfondir leurs connaissances en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène:

- AusAid, Water and Sanitation, <http://www.ausaid.gov.au/keyaid/water.cfm>
- Bill & Melinda Gates Foundation, Water, Sanitation, & Hygiene, <http://www.gatesfoundation.org/topics/Pages/water-sanitation-hygiene.aspx>
- Building Partnerships for Development in Water and Sanitation, <http://www.bpd-waterandsanitation.org>
- Changemakers.net, <http://www.changemakers.net/en-us/competition/waterandsanitation>
- Eawag: Department Water and Sanitation in Developing Countries, <http://www.sandec.ch>
- End Water Poverty, <http://www.endwaterpoverty.org>
- Gender and Water Alliance, <http://www.genderandwater.org>
- Global Water Challenge, <http://www.globalwaterchallenge.org>
- Global Water Partnership, <http://www.gwpforum.org>
- Initial, <http://www.initialsanitation.com>
- International Decade for Action, Water for Life, 2005-2015, <http://www.un.org/waterforlifedecade>
- International Secretariat for Water, <http://www.i-s-w.org/en/index.html>
- International Water Association, <http://www.iwa.org>
- IRC International Water and Sanitation Centre, <http://www.irc.nl>
- Joint Monitoring Programme (JMP) for Water Supply and Sanitation, <http://www.wssinfo.org>
- London School of Hygiene & Tropical Medicine (LSHTM), <http://www.lshtm.ac.uk>
- Netherlands Ministry of Foreign Affairs, <http://www.minbuza.nl/en/home>
- Norwegian Agency for Development Cooperation, <http://www.norad.no>
- Skat - Swiss Resource Centre and Consultancies for Development, <http://www.skat.ch>
- Stockholm International Water Institute, <http://www.siwi.org>
- Streams of Knowledge, <http://www.streams.net>
- Sustainable Sanitation Alliance, <http://www.susana.org>
- Swedish International Development Cooperation Agency, <http://www.sida.se>
- Swiss Agency for Development and Cooperation, Water and Sanitation, <http://www.sdc.admin.ch/en/Home/Themes/Water>
- Tearfund, <http://www.tearfund.org>
- Toolkit on Hygiene, Sanitation & Water Supply, <http://www.schoolsanitation.org>
- UN Water, <http://www.unwater.org>
- UNICEF, Water, Environment and Sanitation, <http://www.unicef.org/wes>
- United Kingdom Department for International Development, <http://www.dfid.gov.uk>
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, <http://www.unesco.org/water>
- Water and Sanitation for the Urban Poor, <http://www.wsup.com>
- Water and Sanitation Program (WSP), <http://www.wsp.org>
- Water and Sanitation Rotarian Action Group, <http://www.wasrag.org>
- WaterAid, <http://www.wateraid.org>
- WaterPartners, <http://www.water.org>
- WEDC - Water Engineering Development Centre, <http://wecd.lboro.ac.uk>
- WELL - Resource Centre Network for Water, Sanitation and Hygiene, <http://www.lboro.ac.uk/well>
- World Bank, Water Supply and Sanitation, <http://www.worldbank.org/watsan>
- World Health Organization, Water, Sanitation and Hygiene, http://www.who.int/water_sanitation_health/en
- World Toilet Organization, <http://www.worldtoilet.org>
- World Water Council, <http://www.worldwatercouncil.org>

CONSEIL DE CONCERTATION POUR **L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

L'ÊTRE HUMAIN AU CENTRE

Le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) est une organisation qui réunit de multiples parties prenantes au sein d'un partenariat global qui œuvre à l'amélioration des vies des personnes démunies. Le WSSCC accentue la collaboration entre les agences et les professionnels du secteur autour des questions d'assainissement et d'approvisionnement en eau et contribue à l'objectif plus large d'éradication de la pauvreté, d'amélioration des conditions environnementales et de santé, d'égalité des sexes et de développement social et économique à long terme. Les activités entreprises par le WSSCC ont été reconnues par la résolution A/RES/45/181 du 21 décembre 1990 de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le WSSCC est hébergé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le réseau des coalitions nationales WASH, ainsi que des membres individuels du WSSCC lui confère la légitimité et la flexibilité nécessaires pour travailler efficacement au niveau des communautés. De par ses activités de réseaux et gestion des connaissances, de plaidoyer et de communication, et du Fonds mondial pour l'Assainissement, le WSSCC se trouve à l'avant-garde des connaissances, débats et influence sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour tous.

CONSEIL DE CONCERTATION POUR **L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

Maison Internationale de l'Environnement
9 Chemin des Anémones
1219 Châtelaine - Genève
Suisse

Tél. : +41 22 917 8657
Télécopie : +41 22 917 8084
www.wssc.org
wssc@who.int

